

# Informations

rassemblées

ARCHIVES

CENTRE DE RECHERCHES  
SOCIALES  
ANTI-AUTORITAIRES

à  
**Lyon**

SOMMAIRE

- 1 . LA LUTTE DES OUVRIERS CHINOIS
- 2 . L'ETAT CHINOIS CONTRE CONFUCIUS
- 3 . QU'EST-CE QUI SE PASSE EN CHINE ?
- 4 . REPRESSION SEXUELLE ET SOCIALISME D'ETAT



# LA LUTTE DES O PENDANT LA REVO

Les luttes ouvrières dans les principaux centres industriels de Chine fin décembre 66 et en janvier et février de l'année suivante sont mal ou peu connues. Elle n'ont pas revêtu en effet la forme spectaculaire des insurrections polonaises ou hongroise de 1956 ou plus récemment de l'insurrection ouvrière dans les ports de la Baltique. Dans le cas de la Hongrie et de la Pologne les ouvriers ont pu (ou dû) affronter brutalement les armes policières et militaires d'un appareil d'état qui par sa soumission à l'URSS, ne contrôlait plus politiquement et idéologiquement la classe ouvrière.

Dans le cas de la Chine l'activité ouvrière, jusque là étroitement bridée par un pouvoir autonome et forgée dans quarante ans de guerre civile, n'a pu se développer que parce que l'appareil d'état s'est trouvé en partie paralysé par une lutte interne intense où l'un des camps, pour liquider l'autre, devait laisser agir les ouvriers. Le combat des ouvriers chinois est resté ainsi en grande partie masqué par la lutte politique au sein de l'Etat, qui occupait le devant de la scène. Aussi pour le comprendre, il faut examiner rapidement ce qu'était cette lutte politique et en quoi elle a permis au mouvement ouvrier de faire entendre sa voix.

## La Révolution Culturelle

L'échec du *grand bond en avant* huit ans auparavant a marqué un tournant important dans l'histoire de la Chine. Le vieil appareil politico-militaire qui, après 40 ans de guerre civile, s'est emparé de l'Etat Chinois et a entrepris de développer rapidement la puissance économique et industrielle du pays se heurte à un problème dramatique pour lui: Comment mettre en place une économie puissante, capable de rivaliser avec la puissance russe et américaine tout en maintenant les rapports sociaux qui ont permis son existence tout au cours de la guerre civile et dans les années qui ont suivi la prise du pouvoir d'état? Comment développer une industrie moderne sans que celle-ci donne naissance à une classe nouvelle de gestionnaires, qui par son rôle essentiel dans l'économie chinoise, pourrait prétendre à l'hégémonie sur l'ensemble du pays.

A ces questions l'appareil politique a essayé de répondre en voulant développer l'économie dans le cadre même des rapports sociaux qui avaient assuré son succès en 1949. Mais le *grand bond en avant*, la mobilisation politique des masses, a échoué et les difficultés économiques imminentes, avec leur cortège de troubles internes et d'affaiblissement extérieur, a obligé les dirigeants de l'Etat à revenir à des moyens de gestions plus classiques, ceux qui ont fait leurs preuves dans les grandes firmes capitalistes et dans l'industrie russe, ceux aussi qui exigent une classe gestionnaire compétente et qui surtout supposent impérativement que soit desserré le carcan politique et idéologique de l'état. En 1966 les transformations rapides de l'économie et de la société chinoise oblige la classe politique à réagir rapidement si elle ne veut pas être tôt ou tard menacée par les changements qu'elle a elle-même engagés.

Dès le mois d'avril 66 deux conférences permettent aux dirigeants politiques de définir clairement la lutte qu'ils entendent mener. La première conférence porte sur le *travail dans l'industrie et dans les transports*, l'autre sur

le *travail politique dans les départements industriels et dans les transports*. Citons des extraits significatifs de leur compte rendu.

*Pour gérer les entreprises dans la ligne de la pensée de Mao Tsé-toung il est nécessaire d'assurer la direction absolue du parti sur les usines, la direction unitaire du parti est nécessaire. Cela signifie que d'une part tous les devoirs des organismes administratifs, techniques et d'autre type plus élevé doivent être, sans exceptions, sous le contrôle unitaire du comité du parti de l'usine, et d'autre part que tout le travail dans les différentes sphères, comme celui de la section de l'organisation des femmes et de la milice, doit être fait sous la direction unitaire du parti de l'entreprise.*

*Quelques uns de nos camarades, qui sont tombés sous l'influence de la pensée bourgeoise ont développé, consciemment ou inconsciemment la tendance à ne prêter attention qu'aux questions techniques. Ils se plongent dans leur travail, prêtent peu attention à la politique et perdent de vue l'orientation correcte du travail... Si dans la question de la construction du socialisme, un pays considère que les cadres décident de tout ou que la technique décide de tout, la tendance à se plonger dans le travail en négligeant la politique se détermine alors en pratique, et un style de travail autoritaire et isolé des masses s'impose; en conséquences, des éléments bourgeois et politiquement dégénérés se feront un chemin dans les divers secteurs sous l'habit de spécialistes et de studieux et conquerront la direction dans quelques endroits et quelques institutions.....*

Bien qu'ayant posé clairement l'enjeu de la lutte, la classe politique ne peut pas encore déclencher son attaque dans le cadre de la production. L'Etat pourrait bien sûr imposer un contrôle de type policier, il pourrait organiser des purges, des procès, faire régner la terreur dans les organes de gestion et dans la direction des syndicats, mais cette méthode n'aurait pour seul résultat que d'éliminer un grand nombre de cadres compétents, de désorganiser la production, sans pour autant toucher aux mécanismes sociaux et techniques qui produisent cette couche de technocrates-économistes soucieux de la seule production.

Pour reprendre en main réellement les mécanismes économiques, l'Etat doit imposer la domination des rapports politiques et idéologiques dans le cadre même de la production.

Or, seule la lutte de classes, le conflit entre les ouvriers et les gestionnaires des usines peut imposer cette prédominance des rapports politiques dans les usines. La grève, la lutte contre les gestionnaires, les syndicats et l'encadrement permettent en effet d'atteindre deux objectifs essentiels pour le contrôle politique de l'Etat.

Les appareils de gestions économistes sont attaqués non plus de l'extérieur par des mesures policières, mais de l'intérieur dans le cadre même des usines. Cette attaque, en mobilisant les ouvriers sur le terrain politique permet à l'Etat d'intervenir sur un terrain qui est le sien et de mettre en place les nouveaux appareils dont il a besoin pour exercer son hégémonie sociale.

# OUVRIERS CHINOIS AGITATION CULTURELLE



Cette tactique est bien sûr extrêmement dangereuse pour la classe politique. Permettre aux ouvriers d'engager la lutte dans le cadre de la production contre les gestionnaires c'est courir le risque de voir ces mêmes ouvriers remettre également en cause la domination de l'Etat tout entier y compris celle des dirigeants politiques. La classe politique doit donc agir avec prudence; il ne lui faut pas seulement contrôler étroitement la police et l'armée pour interdire aux syndicalistes et aux cadres de se défendre face à l'offensive ouvrière, il lui faut aussi mettre en place les organisations militantes qui lui permettront de contrôler l'agitation ouvrière.

L'armée va constituer un premier élément de ces organisations, le plus important. La campagne politique et idéologique qui est menée depuis un an permet à l'Etat de disposer d'une masse énorme de militants disciplinés qui possédant en arrière plan les moyens coercitifs proprement militaires, vont pouvoir intervenir sur le seul terrain de l'idée et de l'explication partout où la lutte contre les gestionnaires sera déclenchée.

Une seconde organisation militante de masse, étroitement dépendante de la logique politique d'Etat va être mise en place au cours de 66 : les étudiants avec les *gardes rouges* la classe politique dispose également d'une masse considérable de militants qui pourront intervenir politiquement et idéologiquement dans toutes les luttes contre les gestionnaires. Cette seconde organisation n'offre pas cependant les mêmes garanties que l'armée; celle-ci peut-être divisée, cette division touche uniquement les échelons hiérarchiques, la base reste étroitement soumise à la discipline militaire. Dans le cas des étudiants par contre l'Etat ne parviendra pas à éviter l'émiettement et l'affrontement en groupes rivaux propres à ce milieu.

Fin 66, la classe politique ne peut retarder plus longtemps le déclenchement de la lutte dans les usines. Les ouvriers partout s'agitent. A Shanghai des manifestations ont lieu et deux mille ouvriers de cette ville essaient de se rendre à Pékin pour faire connaître leurs revendications, ils se heurtent au pouvoir local et pendant plusieurs jours le trafic ferroviaire est paralysé, il faut qu'un membre du comité central, chargé de la *révolution culturelle*, intervienne pour les convaincre de reprendre le travail. Aussi fin décembre l'offensive est enfin lancée, l'Etat retire sa protection aux gestionnaires, les ouvriers sont invités à critiquer les cadres, l'appareil des syndicats est mis hors circuit sous prétexte de réorganisation, son journal centrale *Journal des Travailleurs* ne peut plus paraître. Des organisations de masses se sont créées (*les rebelles révolutionnaires, l'armée des travailleurs*), gardes rouges et unité de l'armée sont envoyés dans les usines pour des campagnes d'explication.

Aussi tôt c'est la tempête; la plupart des centres industriels se mettent en grève. Shanghai est presque entièrement paralysé. Les grèves s'étendent à Shengang (le plus gros centre ouvrier de Mandchourie), à Xian, Zhongqing, Jinan, Hangzhou et Canton. Des édifices publics et administratifs sont occupés. Des centaines de délégations ouvrières quittent leurs usines pour aller aux nouvelles, faire connaître

leurs revendications et ce qui se passe dans leur secteur. A travers l'extrême confusion des prises de position et proclamations contradictoires des multiples groupes et organisations, la lutte ouvrière se déploie sur deux plans :  
- Un plan immédiat, les ouvriers exigent des augmentations de salaires, le renvoi de l'encadrement, des réductions d'horaires... Attaqués de partout, désavoués et menacés par le pouvoir central les gestionnaires cèdent à toutes les revendications.

--Un plan politique plus général, les ouvriers quittent les usines et s'efforcent de mettre en place des organes de pouvoir nouveaux. A Shanghai et dans plusieurs grandes villes industrielles, ils entreprennent de créer des *communes* sur le modèle de la Commune de Paris où les rouages de l'administration et les bâtiments publics occupés par les ouvriers seraient confiés à des délégués élus librement et toujours révocables.

En l'espace de quinze jours, la classe politique se trouve affrontée brusquement à une lutte de classes, qui ne se contente plus d'opposer les masses ouvrières aux gestionnaires, mais remet en cause les fondements mêmes de l'Etat et donc de son pouvoir.

En effet, sous ses deux aspects, la lutte ouvrière entre directement en contradiction avec la bureaucratie politique centrale. Pour la classe politique, la mobilisation ouvrière devait balayer les mécanismes de gestion économique antérieurs et permettre le développement d'organisations politiques et idéologiques capables, d'une part d'inciter idéologiquement les ouvriers à produire, d'autre part, de les soumettre à un contrôle direct du pouvoir politique. Or, dès les premières semaines de janvier, la lutte ouvrière, si elle balaye bien la classe gestionnaire, aboutit à deux autres résultats complètement opposés à ceux escomptés :

Bien loin de s'identifier politiquement à l'Etat qui leur demande de produire, les ouvriers se posent immédiatement comme force de travail exploitée, s'efforçant de réduire le temps de travail et son intensité, et dans certains cas, comme à Shanghai, ils vont jusqu'à constituer des organisations de défense permanentes, des syndicats libres.

Bien loin de s'insérer dans les organisations politiques de masse prévues pour eux, et de suivre les directives du quartier général prolétarien, les ouvriers créent leurs propres organisations.

Ils engagent une violente offensive anti-autoritaire contre les chefs, les cadres, et tous ceux qui prétendent diriger leur action au nom du pouvoir central.

Ils entreprennent de mettre en place des organes politiques nouveaux, fédérant les usines, les quartiers, et aboutissant purement et simplement à détruire l'Etat prolétarien.

Dès le mois de janvier, le pouvoir central s'efforce d'endiguer un mouvement qui lui échappe de plus en plus.

Le 28 janvier, le *Quotidien du Peuple* reproduit un texte de Mao rédigé en 1929, le rapport de *Kutien*, qui dénonce plus particulièrement les conceptions erronées telles que l'ultra-démocratie, l'égalitarisme absolu, la mentalité de *hors-la-loi*. Le 29 janvier, le comité central du parti lance un appel à la modération. Tout au long du mois, des articles, des affiches, proclamations, demandent aux

ouvriers de reprendre le travail, de ne plus se déplacer, et mettent sur le dos de la trahison des gestionnaires les avantages économiques concédés aux travailleurs, les grèves, les blocages des routes, la paralysie des ports, etc...

Bien que cautionnés par Mao, et l'énorme prestige dont il dispose auprès des organisations de *gardes rouges* et de la majorité des ouvriers, ces appels ne parviennent pas à freiner un mouvement qui met en jeu des centaines de milliers d'ouvriers. C'est en particulier le cas à Shanghai (10 millions d'habitants).

### La lutte des ouvriers de Shanghai

Le 5 février la commune de Shanghai est proclamée : les trois ou quatre organisations de masse fidèles aux directives de Pékin, ont perdu leur audience dans l'ensemble de la ville, et une nouvelle organisation, le *Lianssé* (quatrième quartier de liaison), qualifié d'*anarchiste* par le pouvoir officiel, se développe rapidement dans les usines de l'agglomération. Tous les appareils de l'Etat, nouveaux et anciens, sombrent dans une confusion totale, au milieu de laquelle les ouvriers s'efforcent de mettre en place la toute récente commune.

Le pouvoir n'ose pas tout d'abord s'opposer à un mouvement qui s'appuie sur l'ensemble des usines, et qu'il prétend soutenir de son autorité, il se contente de faire le black-out dans les journaux sur la proclamation de la commune et de faire apposer des affiches à caractères géants, mettant en garde les masses contre les dangers du *fédéralisme*.

Mais lorsqu'il se rend compte que la majorité des ouvriers échappent à son contrôle, que dans la commune, aucune de ses organisations n'est représentée, il modifie rapidement sa stratégie.

Le 17 février, gestionnaires en débandade, organisations fidèles aux directives du Comité de la Révolution Culturelle, et surtout unités de l'armée, sont invités par ce comité à s'unir au plus vite et à mettre sur pied des *Comités révolutionnaires* unitaires (la *triple alliance* des cadres, de l'armée, et des dirigeants des organisations de masse fidèles à Pékin).

Le 24 février, Chang Chiun-ChiaO, dirigeant de la plus ancienne organisation de masse de la révolution culturelle à Shanghai, prononce un discours retransmis par la télévision dans tous les lieux publics de la ville. Dans les jours qui ont précédé, il a rencontré à deux reprises le président Mao, et il va s'efforcer d'utiliser à fond le prestige du président pour stopper la mise en place de la commune et rétablir l'autorité de l'Etat. Ses premiers mots donnent le ton : *Avons-nous bien fait de proclamer la Commune, et avons-nous besoin encore, après sa fondation, d'un parti communiste ?* A cette question, le président Mao a répondu : 1 - Le principe de la commune est bon, mais sa création à Shanghai est trop en pointe par rapport au reste du pays, et sa mise en place n'a pas suivi un processus correct. *Avons-nous encore besoin d'un parti ?* 2 - Mao a répondu : je pense que nous en avons encore besoin, parce que nous avons besoin d'un noyau de bronze pour nous renforcer sur la route qu'il nous reste à parcourir. On peut l'appeler comme on veut, P.C. ou P.S., mais il nous faut un parti. Il ne faut pas oublier cela.

Enfin, pour Mao, les jeunes ouvriers (qui ont beaucoup de mérites), ne peuvent pas faire fonctionner seuls un ensemble industriel aussi complexe que celui de Shanghai, ils doivent s'appuyer sur l'armée et sur les cadres expérimentés qui connaissent les mécanismes de gestion.

Officiellement, la Commune est enterrée. Des unités de l'A.P.L. sont envoyées dans les usines pour faire appliquer la nouvelle ligne : permettre la fin des déplacements d'ouvriers à travers la ville et le pays, interdire les réunions pendant les heures de travail, réintégrer les cadres dont 5 % seulement sont déclarés *irré récupérables*. Là où les ouvriers ne sont pas solidement organisés, les unités de l'A.P.L. parviennent sans trop de peine (au besoin par la force) à imposer les nouvelles directives. Mais là où, comme à Shanghai, la grande majorité des ouvriers ont constitué des organisations dites *anarchistes*, les unités de l'A.P.L. s'efforcent de louvoyer, d'expliquer, éventuellement d'encaisser, en évitant à tout prix d'affronter la masse ouvrière, et de courir ainsi le risque de provoquer une insurrection armée.

K.S. Karol a eu la chance de pouvoir, en 1971, parler avec un ouvrier d'une usine de Shanghai des événements de cette période. L'ouvrier parlait quatre ans après, en présence du responsable politique de l'usine qui l'avait fait appeler des ateliers ; sa version est donc bien sûr la version officielle de l'Etat. Elle n'en est que plus significative.

Pour en comprendre toute l'importance, il faut savoir que l'usine en question (fabrique de moteurs Diesel) est la plus grande de Shanghai (6000 ouvriers) ; usine pilote, elle a la première au cours du *grand bond en avant*, aboli les stimulants matériels, et c'est elle qui formait des métallos professionnels pour l'ensemble de la Chine.

Fin mai 1967, soit 3 mois après l'étouffement de la Commune de Shanghai, la majorité des ouvriers appartient à l'organisation *Lianssé*, définie par l'ouvrier et son responsable politique comme une organisation *anarchiste*, refusant toute autorité. Une unité de l'A.P.L. occupe les bâtiments administratifs de l'usine mais reconnaît la représentativité des *anarchistes*. Le 20 mai les ouvriers demandent aux soldats des fonds pour financer du matériel de propagande, et des camions pour aller en ville prendre contact avec les autres usines. Les soldats, qui ne sont pas armés, refusent et bloquent les sorties d'usine. Les ouvriers les attaquent alors avec des billes d'acier et s'empare des bâtiments administratifs. Ils dirigeront l'usine jusqu'en octobre, date à laquelle l'armée s'empare de nouveau de l'usine. Karol Aura beau demander des détails sur cette reprise de l'usine par l'A.P.L. l'ouvrier et le responsable politique de l'usine ne répondront pas à ses questions.

Le manque de documents ne nous permet pas de suivre la façon dont l'Etat réussit à venir à bout de la résistance ouvrière au cours de l'année 67, ni d'apprécier dans quelle mesure cette issue était inévitable.

Une chose est certaine, les premiers mois de 1967 ont fait capoter la Révolution Culturelle. La classe politique avait cru pouvoir laisser agir les ouvriers contre les gestionnaires d'usines, pour mieux en prendre le contrôle ensuite et faire d'une pierre deux coups. En l'espace d'un mois il lui a fallu battre rapidement en retraite, faire alliance avec ceux qu'elle voulait éliminer pour faire face à une menace autrement sérieuse, produite, elle aussi par le développement industriel. La classe ouvrière.

### L'hydre anarchiste.

Ce n'est pas la moindre des surprises que de voir apparaître dans les textes officiels, après 18 ans de *dictature du prolétariat* la menace de l'hydre anarchiste.

Le terme d'*anarchiste* peut tout d'abord sembler être une simple injure, notion suffisamment péjorative pour déconsidérer un mouvement qui menaçait les fondements même de l'Etat. Le seul ennui est que ce terme définit très bien ce qu'il veut déconsidérer.

Enfin au 19<sup>ème</sup> siècle ce terme a été lancé contre les ouvriers européens, c'était aussi une injure grâce à laquelle la bourgeoisie espérait bien déconsidérer toute remise en cause de la religion, de la famille et de l'Etat.

Comme la bourgeoisie européenne, en appliquant cette injure à un mouvement qui regroupait plusieurs centaines de milliers d'ouvriers qui prétendaient mettre en place des communes librement élues et révocables, qui prétendaient diriger eux-mêmes la vie économique du pays, qui refusaient toute autorité, et en particulier le pouvoir absolu de la pensée de Mao Tse-Toung, qui refusaient de voir une différence entre la dictature bourgeoise et la dictature de l'Etat prolétarien, qui maient le centralisme démocratique, l'organisation révolutionnaire prolétarienne, le socialisme d'Etat et sa discipline, l'Etat chinois risque bien, lui aussi, de fournir à son prolétariat les premières notions dont il a besoin entre autres choses, pour détruire non seulement

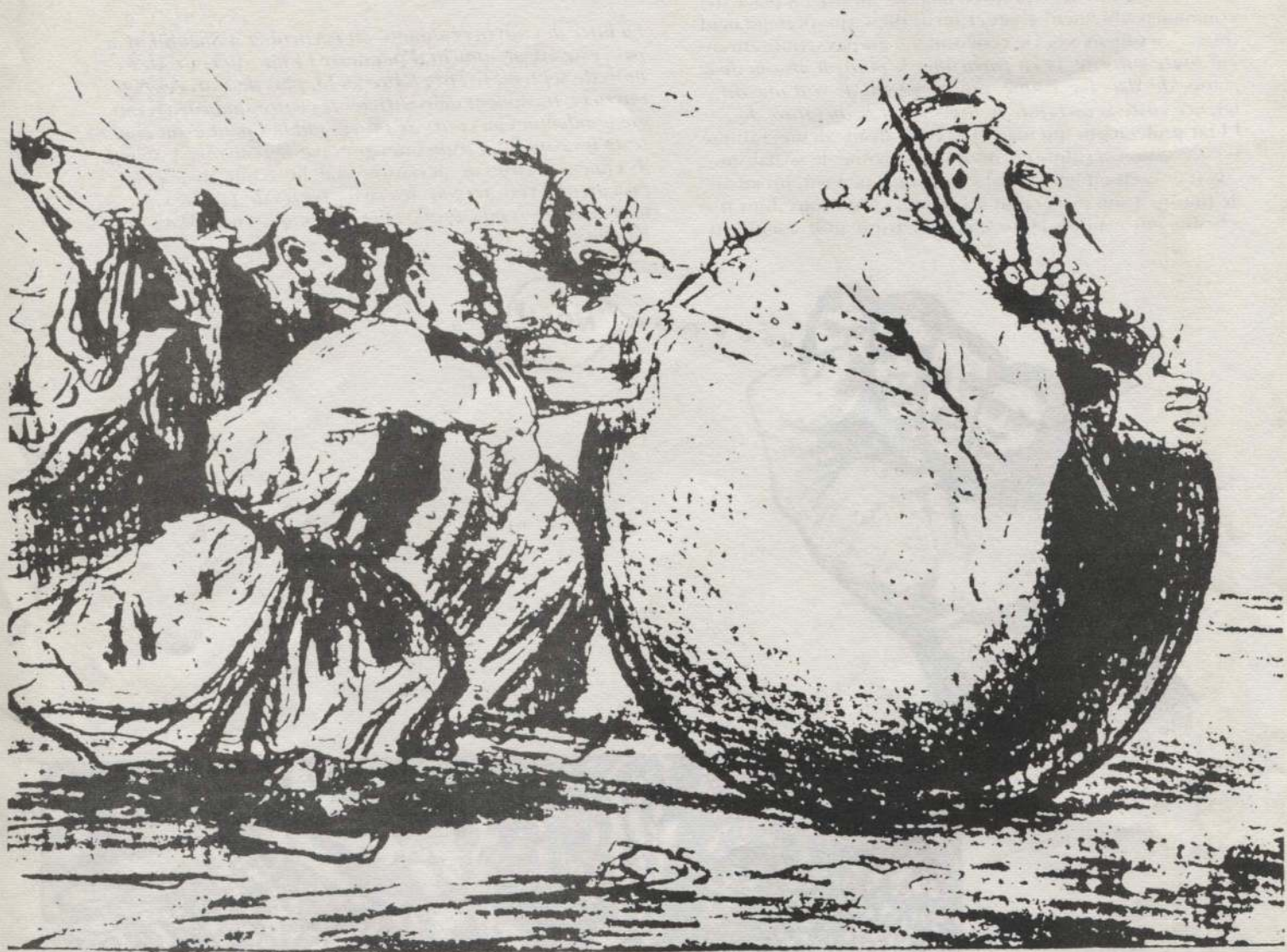
la classe des gestionnaires, mais également l'Etat lui-même et l'Etat qui prétend dominer la totalité de son existence.



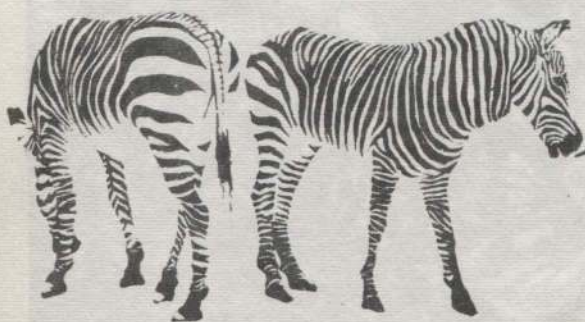
*La lutte des ouvriers chinois, en particulier à Shanghai, n'a pas cessé apparemment d'inquiéter l'Etat. Au cours des mois de septembre et octobre 1973, plus de trois cents ouvriers, travaillant dans différents centres industriels ont été condamnés au cours de procès publics pour avoir contesté les comités d'usines désignés par le pouvoir. A Shanghai ils étaient accusés de déviation anarcho-syndicaliste et le procureur a ressorti tous les vieux textes de Lénine contre l'anarcho-syndicalisme et la polémique entre Marx et Bakounine.*



Paradis  
artificiels ?



Les Chinois auront beau s'insurger,  
ils ne pourront jamais  
culbutter leur monarque  
ils le balanceront  
voilà tout



# L'ETAT CHINOIS CONTRE CONFUCIUS

La Chine est à la mode. Le dernier bouquin de P. P. P., l'ancien ministre UDR, *Quand la Chine s'éveillera*, s'est vendu à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. Plus modestement, une réunion organisée à Lyon le 19 octobre dernier par les Amitiés franco-chinoises a rassemblé plusieurs centaines de personnes. De nombreux voyages sont organisés et c'est ainsi que cet été, plusieurs responsables de la C.F.D.I. ont visité les réalisations chinoises. Pour beaucoup de militants de gauche, la Chine apparaît, sinon comme un modèle, du moins comme l'espoir d'une autre société.

Pourtant à regarder les choses de plus près, on sait peu de choses sur la Chine, peu de choses sur les événements de ce pays, peu de choses sur ce que pensent au jour le jour les ouvriers et les paysans chinois. Les livres que l'on peut consulter, émanent soit des hommes politiques des Etats capitalistes, comme P. P. P., soit des quelques amis de la Chine, longuement triés sur le volet, et dont le point de vue s'écarte peu du point de vue officiel de l'Etat chinois.

Le dernier livre de Carrol, *La deuxième révolution chinoise*, est malgré tout extrêmement intéressant, Carrol étant pratiquement le seul à faire preuve de réflexion critique et à essayer d'aller un peu plus loin que le point de vue officiel sur les événements qui ont agité le pays.

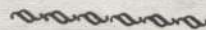
Que savons-nous des violents débats et affrontements qui ont opposé cadres politiques, cadres techniques, ouvriers et paysans pendant la révolution culturelle ? Presque rien en dehors du schéma politique simpliste, a posteriori, selon lequel telle ou telle organisation était manipulée par la *bande noire*, des capitalistes déguisés en révolutionnaires. Que savons-nous de la signification concrète et réelle de l'élimination de Lin Biao, passé du jour au lendemain du rôle de dauphin de Mao à celui de traître ? Rien, sinon que Lin Biao avait toujours comploté contre Mao, etc. Le point de vue officiel de l'Etat chinois ne nous apprend pas grand chose, et comme il s'efforce, avec quelques succès, de monopoliser toutes les informations venant de Chine, il nous condamne doublement à ne rien savoir.

Pour ne citer qu'un exemple, on ne serait pas mécontent d'avoir un ou plusieurs correspondants ouvriers et paysans chinois, qui nous enverraient régulièrement des informations sur ce qui se passe autour d'eux, sur ce qu'ils pensent, eux personnellement, des événements dans leur vie et dans leur pays. Le problème de la traduction pourrait facilement être résolu : les éventuelles divergences idéologiques aussi : lorsqu'on parle de ce qu'on vit, de ce qu'on voit, de ce qu'on pense par soi-même, les divergences idéologiques se retrouvent à leur vraie place et peuvent être réellement débattues. Mais trouver ainsi des correspondants est à proprement parler impensable, l'Etat chinois ne peut pas tolérer que des ouvriers et des paysans puissent correspondre avec l'étranger sans passer par ses filières officielles et sans être étroitement soumis à son monopole des idées.

Ceci pourtant ne veut pas dire qu'il faut renoncer à comprendre ce qui se passe en Chine, ni qu'il faut se désintéresser des événements de ce pays, comme certains copains ont tendance à le faire. Rien ne remplace l'information directe, c'est certain, mais il y a d'autres moyens, indirects, ceux-là, de se faire sa petite idée.

C'est ainsi que depuis bientôt un an, une vaste campagne contre Confucius et le confucianisme est organisée dans tous les secteurs de la société chinoise. Pour les lecteurs français, cette lutte peut sembler très obscure. Qu'est-ce que le confucianisme ? Pourquoi les dirigeants chinois s'attaquent-ils à une idéologie vieille de plus de deux mille ans ?

De cette obscurité peuvent pourtant jaillir quelques lumières sur la société chinoise, et sur ce qui s'y passe actuellement. A ces questions en effet, nous pouvons donner un début de réponse, il nous suffit pour cela d'utiliser les nombreux matériaux qu'ont rassemblés les sinologues, les historiens de la Chine. Si ça ne remplace pas les informations directes, c'est mieux que pas d'information du tout.



La lutte de l'Etat chinois contre une idéologie très ancienne n'a rien tout d'abord qui puisse nous étonner. Le christianisme est lui aussi très ancien, et si un Etat européen estimait sa propre existence incompatible avec cette conception du monde, il lui faudrait bien combattre une religion qui est née il y a presque deux mille ans. Les campagnes anti-religieuses en URSS sont là pour le montrer.

Dans le cas de la Chine, il y a cependant une très grande différence. En mettant en branle tous ses moyens de propagande contre Confucius, l'Etat ne se contente pas de lutter contre une idéologie qui continue d'influencer le peuple chinois, en menant cette campagne, il veut s'inscrire dans une longue tradition de la société chinoise où ce n'est pas la première fois que l'Etat entreprend de combattre ainsi le confucianisme.

C'est ainsi que la campagne actuelle s'accompagne dans la presse et dans les livres et les revues d'un grand nombre d'études historiques sur la période Ts'in où déjà l'Etat avait entrepris une lutte radicale contre Confucius. (1) Lorsqu'on sait que l'Etat Ts'in s'est constitué au troisième siècle avant Jésus-Christ, qu'il a présidé à la fondation de l'Etat chinois, on risque, si on connaît mal l'histoire de ce pays, d'être étonné. C'est un peu comme si l'Etat italien, devenu communiste, engageait la lutte contre le christianisme, en analysant longuement et dans de multiples articles, la lutte exemplaire de l'empereur romain Dioclétien contre les chrétiens au II<sup>ème</sup> siècle.

Les études chinoises sur la lutte des *légalistes* Ts'in contre Confucius, se veulent bien sûr des études historiques : pour les historiens chinois, l'Etat des Ts'in est un Etat *féodal* qui, succédant à l'esclavagisme, règle ses comptes avec la vieille idéologie *esclavagiste*. Nous n'engagerons pas ici une discussion de cette analyse des théoriciens chinois, qui est extrêmement critiquable. Ce qui est intéressant et curieux de constater, c'est qu'au delà de l'analyse historique dans le cadre des catégories marxistes, les auteurs des différentes études ne manquent jamais de faire apparaître une sympathie clairement affirmée pour les *légalistes*, qui, au nom de tout nouvel Etat, s'efforcent de détruire le confucianisme.

Cette sympathie peut s'expliquer en partie par la conception historique du marxisme officiel, pour qui l'histoire est forcement un progrès. De ce point de vue, les *légalistes* du troisième siècle sont forcement des *progressistes*. A cette première raison, on peut joindre une autre, liée également à la conception marxiste. Tout passage d'un mode de production à un autre revêt des ressemblances, et le passage de l'esclavagisme au féodalisme du temps des Ts'in, constitue pour 1974, où l'on passe du féodalisme et du capitalisme au socialisme, une sorte de modèle.

Ces deux raisons ne suffisent pas cependant à expliquer l'intérêt que portent les dirigeants communistes chinois pour cette période ancienne de l'histoire de leur pays. La lutte des *légalistes* contre les confucianistes n'est pas seulement une étape *progressiste*, dans l'histoire de l'hu-

manité, elle n'est pas seulement un modèle abstrait des luttes que connaît tout passage d'un mode de production à un autre ; elle est également un modèle très concret pour les luttes actuelles de l'Etat chinois.

C'est ainsi que quatre ouvriers de l'Usine automobile de Pékin, invités par le pouvoir à commenter le célèbre écrit légiste de l'institution des droits héréditaires de la noblesse sur ses domaines, de Lieou Tsong-Yuan, résumant leur propos :

*Nous avons décidé que tout d'abord sur le plan idéologique, nous devons mieux connaître le but de l'étude des oeuvres de l'école légaliste, et de l'annotation de cet article. Par l'étude, nous sommes parvenus à réaliser que la lutte menée depuis plus de deux mille ans entre les confucéens et les légalistes dans notre histoire, était en fin de compte la lutte entre les deux lignes centrées sur le retour au passé ou la réforme, la régression ou le progrès, lutte menée par les deux classes ou fractions. Cette lutte continue encore aujourd'hui et elle influe sur le présent, et exercera son influence sur l'avenir.*

Pékin-Informations, n 39, septembre 74, p 25



En nous invitant à examiner avec sympathie la lutte des légistes, de l'Etat Ts'in contre le confucianisme, en décelant une analogie évidente entre cette période reculée de l'histoire chinoise, et l'histoire actuelle de la Chine, en assimilant la lutte confucianisme/légisme, à la lutte entre les deux lignes, qui se développe depuis dix ans en Chine, les dirigeants socialistes chinois nous invitent à essayer de comprendre également de façon plus précise les raisons de cette sympathie et de cet intérêt.

Dépossédés du pouvoir politique qui leur permettait d'arracher le surplus produit par les paysans, entraînés dans une transformation sociale qui les fait disparaître comme classe dominante, les seigneurs s'accrochent désespérément à une idéologie conservatrice : le confucianisme. Culte de la tradition, de la famille, des rites, respect de l'ordre établi, des hiérarchies familiales, le confucianisme constitue pour les vieilles familles seigneuriales le seul moyen dont elles disposent pour conserver leurs privilèges.

Les principautés et l'Etat centralisé qui leur succèdent, ne peuvent pas se satisfaire de cette manière de voir les choses. La guerre qui les oppose et la mise en place d'appareils d'Etat puissants et complexes, capables de contrôler un vaste territoire, exige un surplus économique gigantesque. Des millions d'hommes sont mobilisés pour la guerre, la construction des milliers de kilomètres de fortifications qui sillonnent tout le territoire chinois, la construction des routes, des canaux... Les principautés et l'Etat des Ts'in ne peuvent pas tolérer qu'au nom de la tradition et des rites, des familles seigneuriales, inutiles et dangereuses pour le nouveau pouvoir, continuent de disposer du surplus économique : ils ne peuvent pas tolérer une conception sociale qui tend à reproduire un ordre économique archaïque, incapable de produire les énormes ressources agricoles dont les nouveaux Etats ont besoin. Il leur faut au contraire élaborer une nouvelle conception du monde, rationnelle, réaliste, absolutiste et efficace, capable de briser tous les anciens cadres sociaux. Le légisme constitue cette nouvelle conception du monde. Grâce à lui, l'Etat va réussir à détruire l'ancienne classe seigneuriale, à bouleverser de fond en comble la vieille production agricole, à prendre le contrôle de l'ensemble des activités paysannes afin d'en tirer le meilleur parti (3).



### Un peu d'histoire

L'apparition en 221 avant Jésus-Christ d'un Etat centralisé, dominant l'ensemble du territoire chinois, constitue l'aboutissement d'une longue histoire. Les milliers de seigneurs qui, grâce à leurs armes de bronze et leurs chars vivaient dans leurs palais fortifiés, du travail des paysans des alentours, viennent de perdre ce qui constituait la base de leur pouvoir : Le monopole des armes, de la force (2). D'abord décentralisé dans leurs mains, le pouvoir politique s'est peu à peu concentré, sous l'effet des guerres, dans une dizaine de principautés qui, au terme d'une lutte féroce (la période des royaumes combattants de 450 à 221 avant J.C.), ont donné naissance à un Etat unique : l'Etat des Ts'in.

Dès les royaumes combattants, au Vème siècle avant J.C la mise en place de puissants appareils d'Etat, la construction des fortifications, des arsenaux, des casernes et des palais, des greniers, des voies de communication... s'accompagnent d'une transformation complète de la production agricole. Les vieux clans familiaux brisés, les paysans sont partagés en groupes de 5, 10, 100 unités correspondant aux charges fiscales et aux besoins militaires.

L'agriculture primitive, très souvent sur brûlis (4), de très faible rendement, est transformée en agriculture irriguée, intensive. L'Etat organise la construction des canaux pour amener l'eau dans les régions arides et des digues pour protéger les plaines fluviales. De véritables entreprises métallurgiques regroupant des centaines d'ouvriers, et produisant l'outillage de fonte nécessaire aux grands travaux et à l'agriculture sont construites et gérées par l'Etat (5).



L'examen des transformations réalisées par l'Etat des Ts'in permet de comprendre assez bien les raisons de la sympathie qu'éprouvent pour cette période les dirigeants politiques de la Chine moderne. Cette sympathie ne porte pas d'abord sur la théorie légiste elle-même, théorie étatique extrêmement rudimentaire qui ne disposait pas des moyens de son ambition, et qui ne parvint pas à donner à l'Etat un réel contrôle de la classe paysanne (6). Elle porte davantage sur les résultats de la politique des légistes : la constitution d'une nation et d'un Etat, et sur les similitudes indiscutables entre cette politique et celle des dirigeants actuels de la Chine. Avec les Ts'in, la Chine devient une vaste puissance économique, politique et culturelle, qui,

au travers de nombreuses vicissitudes, parviendra à se reproduire pendant plus de deux mille ans, pour donner le pays que nous connaissons actuellement. Or ce résultat, l'Etat Ts'in l'a obtenu au travers de deux grands processus :  
- la destruction de l'ancien pouvoir seigneurial : les fortifications, les forteresses sont détruites, les livres littéraires et philosophiques des cours seigneuriales sont brûlés ; un appareil d'Etat unique centralise dans ses mains le monopole de la force et des idées.  
- la transformation radicale de l'économie : sous la direction de l'Etat, l'ensemble du peuple chinois est mobilisé pour construire une puissance économique nouvelle reposant sur l'irrigation et l'utilisation de la fonte.

L'Etat chinois actuel ne peut pas ne pas se reconnaître (au-delà des différences fondamentales qui séparent deux périodes historiques aussi éloignées), dans ces deux processus, lui qui a dû se constituer sur la destruction des *seigneurs de guerre* des années 30 (7) : lui qui a entrepris, comme l'Etat des Ts'in, de mobiliser l'ensemble du peuple chinois pour constituer, face aux puissances capitalistes, une puissance économique reposant cette fois sur l'industrialisation, mais correspondant à une révolution économique aussi importante que l'irrigation des Ts'in.

### L'envers du décor

Si elle s'explique assez bien, la sympathie des dirigeants chinois pour l'Etat légiste a cependant quelque chose d'étonnant.

L'étude de cette période reculée de l'histoire chinoise nous apprend en effet que la politique de l'Etat Ts'in n'a pas eu seulement pour effet de détruire la place dominante d'une classe seigneuriale qui ne la retrouvera qu'épisodiquement. Elle s'est également opérée au détriment d'une autre classe sociale dont curieusement les historiens socialistes chinois ne parlent pas : les paysans.

On peut s'étonner, sinon s'indigner, que les historiens de l'Etat chinois de 1974 puissent célébrer le caractère progressiste de l'Etat des Ts'in et de l'oeuvre des légistes, en ignorant superbement la somme de souffrance qu'a représenté pour les masses paysannes de cette époque ce *progrès de la société*. Les paysans chinois ont pourtant été soumis à une exploitation forcenée. On les a obligé à s'entre-tuer sur les champs de bataille, à travailler jour et nuit pour construire les fortifications, les routes, les canaux, les palais ; on les a déportés en masse sur le lieu des grands travaux, là où l'Etat avait besoin d'eux pour édifier sa puissance. Certes ! dira le lecteur, mais ce gigantesque effort des paysans a malgré tout permis à l'agriculture d'augmenter ses rendements, de développer l'irrigation et de

découvrir les bienfaits du progrès économique... ceci est très vrai, mais bizarrement tous les textes, tous les documents de cette époque montrent que les paysans ont très mal compris les bienfaits de cette politique économique de l'Etat. Partout ils résistent autant qu'ils peuvent à des mesures économiques qui signifient pour eux la destruction de leur ancien genre de vie et un accroissement gigantesque de travail (8). Les paysans, déjà exploités par les seigneurs dans le cadre d'une agriculture qui leur laissait cependant un peu de temps à eux, ne comprennent pas la nécessité d'une transformation agricole dont ils n'ont nul besoin et qui profite au seul Etat (9), ils n'acceptent que contraints et forcés de travailler toujours plus pour que puisse se mettre en place une machine d'Etat dont ils n'ont rien à faire. Les paysans comprennent bien comme l'explique Vandermeersch, que les transformations de l'agriculture étaient réalisées *avant tout pour enrichir l'Etat, par l'accroissement du rendement fiscal qui est le véritable objectif cherché à travers l'accroissement du rendement agricole*. (10)

Seule la pression démographique aurait pu contraindre les paysans à accepter une transformation des techniques agricoles exigeant un accroissement continu de travail pour une consommation inchangée (11), mais comme l'explique Chao-king-chi (12), c'est l'Etat lui-même qui pour augmenter la quantité de la force de travail disponible a systématiquement favorisé l'accroissement démographique (13)

Aussi, lorsque l'historien communiste Louo Se-king, s'appuyant sur les textes du pouvoir de l'époque, rapporte avec émotion : *la population vivait dans le bonheur et même les femmes et les enfants parlaient des lois avancées par Chang yang* (légiste célèbre) (14), c'est à une véritable falsification de l'histoire qu'il se livre, falsification d'autant plus malhonnête que les paysans ne sont pas restés muets et qu'ils ont fait connaître de façon éclatante leur propre manière de voir au cours de cette période.

### Les révoltes paysannes et le Taoïsme

Dès la fin des royaumes combattants, la résistance des paysans à l'exploitation effrénée que leur impose l'Etat prend une forme organisée ; les paysans ne se contentent plus de désertir, de fuir les grands chantiers, de cacher leur grain, ils constituent des associations secrètes, d'abord pour s'entraider, échapper à la famine et la misère, puis, peu à peu dans le but de renverser l'ordre établi, de supprimer les propriétaires fonciers et surtout l'Etat, dont ils perçoivent très bien le rôle déterminant. L'agitation permanente des associations paysannes, leur renforcement continu aboutira au milieu du II<sup>e</sup> siècle ap. J.C., à une gigantesque révolte des *turbans jaunes* qui détruira pour plusieurs siècles l'Etat centralisé (15).

L'aveuglement des historiens de la Chine populairiste est d'autant plus inexcusable que cette lutte des paysans contre le nouvel ordre social, s'est exprimée dans une conception du monde originale qui revêt, pour toute l'histoire de la Chine, une importance aussi grande que le confucianisme : il s'agit du Taoïsme.

E. Balazs définit ainsi le taoïsme (16) ;  
**Antiféodal, contre les traditions et contre l'Etat, mystique et anarchiste ; l'essence de la doctrine est la non-intervention (wuwei) de l'homme (et particulièrement de l'Etat) dans les affaires de l'univers naturel et humain, réglé automatiquement par la nature absolutisée (le dao) ; la société idéale est la petite communauté autonome (paysanne) ; le souverain idéal - si souverain il y a - est le sage immobile qui n'intervient pas, et suit le modèle de la nature.**

Anti-étatique, individualiste, le taoïsme est aussi une conception économique dont il faut bien voir les fondements historiques.

Les paysans taoïstes qui vivent tous les jours l'accroissement continu de l'exploitation liée à l'intervention de l'Etat dans l'économie, disent : **il faut supprimer l'Etat, il faut développer des communautés villageoises indépendantes, vivant en harmonie avec la nature, sans armées permanentes, sans fonctionnaires et sans propriétaires fonciers.**

Cette vision économique, dans la Chine surpeuplée des T'ang, des Song ou des Ming constitue bien sûr (comme c'est le cas actuellement) un langage utopique, un rêve de l'âge d'or. Quels espoirs les millions de paysans peuvent-ils avoir en effet, de détruire un Etat et un ordre économique qui se chargent des travaux d'irrigation sans lesquels il n'y aurait plus d'agriculture intensive et plus de possibilité pour une population pléthorique de survivre ?



Les paysans chinois peuvent bien, sous l'oppression de l'Etat et de sa bureaucratie, se révolter périodiquement, ils sont pris au piège, sans l'Etat central, ils ne peuvent pas reproduire la base de leurs conditions d'existence.

A l'époque légaliste par contre, lorsque l'empire se constitue, lorsque l'Etat s'efforce d'accroître la production et la force de travail, rien n'est joué. Or, c'est à cette époque là, à la fin des royaumes combattants, qu'apparaît le taoïsme. En se révoltant, en luttant contre l'Etat, les paysans chinois du temps des légalistes, s'efforcent d'imposer, pendant qu'il est encore temps, une autre conception de l'organisation sociale, la conception d'une société paysanne suffisamment peu nombreuse pour se reproduire sans être obligée de fournir l'énorme travail lié à la production agricole irriguée, et surtout sans être obligée d'accepter une domination et une exploitation étatique rendue nécessaire par cette irrigation.

La conception économique des paysans taoïstes n'est pas à ce moment-là, tournée vers le passé ; le passé, c'est la société seigneuriale, c'est le confucianisme ; mais les taoïstes combattent avec la même énergie les seigneurs confucianistes que l'Etat légaliste. Pour eux, la tradition, les rites, l'organisation familiale des clans, le puritanisme sexuel, sont tout autant des forces à abattre que les nouveaux maîtres qui les enrôlent dans l'armée, les font travailler de force sur les chantiers des canaux et des fortifications. Profitant de la crise qui oppose l'ancienne classe seigneuriale à la bureaucratie légaliste, les paysans s'efforcent de faire prévaloir leurs propres intérêts, leur propre vision du monde, leur propre pouvoir.



Dans cette lutte les paysans chinois ont échoué, le taoïsme est devenu l'espoir impossible d'une classe condamnée par la victoire de l'Etat légaliste, à être exploitée pendant plus de deux mille ans. Confucianisme et légalisme, idéologies des classes dominantes, seront par contre les conceptions réalistes de l'ordre existant. Ceci, l'histoire nous l'apprend.

Mais refuser de voir la chance historique qui s'est présentée au moment de la création de l'empire, célébrer un fatalisme historique imbécile, même caché sous le manteau du Progrès, célébrer la dictature légaliste en refusant de voir la lutte et la pensée des paysans, les travailleurs de cette époque, travailleurs au nom de qui on prétend parler aujourd'hui, en dit long sur sa propre nature sociale.

La sympathie des historiens de la Chine populaire pour les légalistes, n'est pas une simple déformation patriotique ; dans un monde extrêmement différent, l'Etat chinois de 1974 voudrait prouver qu'il s'inscrit et se reconnaît dans la longue lignée du despotisme étatique, qui prévaut depuis des centaines d'années en Chine, qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

---

#### Notes

- (1) cf principalement : *La lutte entre la restauration et la contre-restauration au cours de la formation de la dynastie des Ts'in* Pékin-informations, 1974, n 17 et 18.  
*Mencius, champion de la restauration de l'esclavagisme* Pékin-informations n 37  
et *Les ouvriers, paysans et soldats sont maîtres de la science de l'histoire*, Pékin-informations n 39.
- (2) Pour toute cette période, lire surtout :  
J. Gernet *La Chine ancienne*, Que sais-je  
et aussi :  
Eberhard *Histoire de la Chine*  
Maspero, *La Chine antique*  
Granet, *La civilisation chinoise*  
Maspero, *Société des Chang et des Tchéou*, Bulletin de l'école française de l'extrême-orient, T XLVI, p 342  
W. Watson, *Early civilisation in China*  
*China*  
Cho Yun Hsu, *Ancient China in transition*  
L. Vandermeersch, *La formation du légisme*.
- (3) Sur les transformations de cette époque, cf Gernet, idem, et surtout L. Vandermeersch.
- (4) L'agriculture sur brûlis se pratique à l'aide du feu ; un coin de maquis est brûlé et les cendres servent d'engrais. Ce type d'agriculture exige très peu de travail et très peu d'outillage, mais un temps de jachère très long (6 à 8 ans) - cf F. Boserup, *Evolution agricole et pression démographique*.
- (5) cf Vandermeersch, p 38 et J. Gernet, p 80, cf également J. Needham *The development of iron and steel technology in China* p 7
- (6) Le nouvel Etat devra très vite pactiser avec le confucianisme et accepter qu'une classe de propriétaires fonciers nombreux et opulents servent de relais à sa domination, quitte à la remettre au pas cycliquement.
- (7) La reféodalisation de la société chinoise, l'affaiblissement du pouvoir central au profit des chefs de province est un fait aussi ancien que l'histoire de la Chine ; le lien entre cette reféodalisation et le confucianisme ne fait guère de doute et on peut se demander dans quelle mesure on ne retrouve pas cette tendance dans la Chine actuelle.
- (8) cf principalement Vandermeersch, p 95, et Chao-King-chi, *Keys of economic areas*, p 67-68.
- (9) Pour les paysans, l'irrigation a signifié d'abord travailler dix fois plus, pour ne pas manger davantage, et pour être sans cesse menacés par la famine liée à un système très complexe et très fragile.
- (10) Vandermeersch, p 105
- (11) Sur l'énorme accroissement de travail que constitue le passage d'une agriculture sur brûlis à une agriculture irriguée, cf Boserup déjà cité.
- (12) *Keys of economic areas*, surtout la note 5, p 26 et 27
- (13) et également Vandermeersch p 105
- (14) Pékin-informations, 1974, n 17, p 8
- (15) Sur la révolte des turbans jaunes, cf surtout F. Balazs, *La bureaucratie céleste*, p 71 et suivantes.
- (16) p 27, idem.

# qu'est ce qui se passe en Chine

La mort de Chou En-lai vient de raviver la lutte qui du « Grand bond en avant » à la campagne contre Confucius, en passant par la « Révolution culturelle », n'a pas cessé de secouer régulièrement la Chine populaire.

Cette lutte ne peut pas s'expliquer par le seul goût du pouvoir, même si le grand âge des chefs historiques aiguise l'appétit des « jeunes loups » du parti et de l'Etat. Sans négliger les rivalités personnelles propres aux sphères dirigeantes de toute bureaucratie, les thèmes de la lutte incessante qui agite la société chinoise, ses terrains d'affrontement, sont trop constamment les mêmes pour ne pas renvoyer à l'organisation de cette société, à sa structure de classes.

## Les conditions d'apparition de la bureaucratie politique en Chine.

Pour comprendre ce qui se passe en Chine il faut remonter aux débuts de la révolution. L'appareil qui s'est emparé de l'Etat chinois en 1949 est un appareil politico-militaire qui s'est constitué à travers plus de trente ans de guerre civile, dans une lutte acharnée contre toutes les forces politiques et militaires présentes en Chine: les armées et les administrations des seigneurs de la guerre, les armées du Kuo ming-tang, les armées japonaises, les USA, l'Etat russe... il a triomphé grâce à la mise en place d'une alliance politique avec les masses paysannes, alliance qui lui a permis d'encadrer ces masses, de leur faire produire les soldats, le surplus agricole et manufacturé, l'argent et le soutien dont il avait besoin pour se reproduire et finalement l'emporter sur la scène politique chinoise.

## La prise en mains de la totalité de la société chinoise.

Lorsque l'appareil communiste s'empare de l'Etat chinois il trouve dans cet Etat (comme dans tout Etat) une structure analogue à la sienne: un appareil contrôlant politiquement, par la coercition et l'idéologie, une population donnée et disposant, par ce contrôle, du surplus économique, sous la forme de l'impôt. En s'emparant de l'Etat le PCC peut donc espérer étendre à l'ensemble de la société chinoise les relations politiques et idéologiques qu'il a longuement rodées avec des fractions de cette société pendant les années de guerre civile.

Les choses ne sont pas si faciles cependant.

Au cours de la guerre civile le PCC a toujours contrôlé des secteurs paysans en dehors des villes, le plus souvent marginaux. C'est seulement vers la fin de la guerre qu'il s'est emparé de villes importantes. En s'emparant du pouvoir central l'appareil communiste ne se contente pas d'élargir quantitativement l'ensemble social contrôlé jusque là: il doit brusquement prendre en mains des secteurs qualitativement très différents: l'ensemble des services d'Etat, l'ensemble de l'industrie, du commerce, l'ensemble de l'infrastructure économique et sociale liée à l'Etat (communication, énergie, travaux hydrauliques)

son système d'encadrement social doit s'adapter à des structures urbaines très différentes, à des classes sociales différents énormément des classes paysannes.

Sans entrer dans les détails il suffit de regarder les difficultés que les forces communistes vietnamiennes ont eu non pas à s'emparer militairement de Saïgon, mais à en assurer le contrôle social et la gestion, ou les mesures draconiennes des forces communistes cambodgiennes, détruisant purement et simplement les structures urbaines, pour voir les énormes difficultés que représente, pour un appareil né dans la guérilla, la conquête du pouvoir central.(1)

En Chine comme en URSS à la fin de la guerre civile ( nous allons revenir sur les différences et les points communs entre ces deux pays ) l'appareil communiste a du tout d'abord composer avec l'ensemble des classes sociales liées aux rouages urbains, industriels et étatiques, il a laissé les entrepreneurs capitalistes gérer leurs usines, il a laissé subsister les échanges commerciaux, il a laissé en place la plupart des services administratifs de l'ancien appareil d'Etat, il a largement fait appel aux « spécialistes » de toute sorte dont il ne pouvait pas se passer au cours des premières années, en se contentant 1) de tenir fermement en mains l'ensemble des moyens coercitifs (armée police...) 2) de maintenir en place son système de relation avec les paysans, 3) d'encadrer rapidement la classe ouvrière dans les villes.

En tenant fermement le double verrou, des moyens coercitifs au sommet, de la mobilisation idéologique des masses à la base, l'appareil communiste a pu se donner le temps, d'apprendre à gérer les secteurs sociaux qu'il ne contrôlait pas jusque là, d'absorber les différents services étatiques, d'intégrer le personnel capable de faire fonctionner ces services, d'éliminer la bourgeoisie industrielle et commerciale et de prendre le contrôle direct de l'économie.

Cette période de prise de contrôle qui s'est étendue tout au cours des années 50 aurait dû normalement se terminer par une prise en mains totale de l'ensemble de la société chinoise, par la mise en place d'une bureaucratie politique s'identifiant à l'Etat et disposant de la totalité des richesses sociales produites par les ouvriers et les paysans chinois.

Ce ne fut pas le cas.

## La nécessité de faire face aux puissances capitalistes.

En s'emparant du pouvoir central le PCC ne se heurtait pas seulement à l'énorme difficulté de devoir prendre en mains l'ensemble des activités économiques et sociales nécessaires à la reproduction de la société chinoise. Il ne devait pas seulement détruire les anciennes classes dominantes liées à ces activités, il lui fallait aussi prendre en charge l'existence même de l'Etat chinois sur la scène politique mondiale, assurer cette existence face à la puissance militaire des Etats capitalistes, en particulier celle des USA.



Au fur et à mesure que la bureaucratie politique prenait le contrôle de la totalité des secteurs économiques et sociaux, elle devait, pour résister à la puissance des Etats capitalistes 1) accepter une alliance politique, économique et technologique avec l'URSS 2) accepter de développer rapidement son industrie sur le modèle industriel des grandes puissances capitalistes et laisser ainsi se mettre en place des moyens techniques, des structures économiques et sociales de type capitaliste menaçant, à l'intérieur même de la Chine, son hégémonie.

**La lutte incessante qui secoue la société chinoise depuis la fin des années cinquantes peut ainsi s'expliquer par une contradiction fondamentale: la bureaucratie politique l'Etat chinois, doivent pour survivre, pour s'imposer politiquement et militairement sur une scène politique mondiale dominée par le capitalisme, accepter de s'appuyer sur le développement d'une structure économique qui menace perpétuellement son hégémonie au sein de la Chine.**

#### Apparition d'une classe de « gestionnaires ».

Dès la fin des années cinquantes, alors qu'elle n'est pas encore parvenue à démanteler les vieilles classes du régime précédent, la bureaucratie politique chinoise se heurte aux conséquences sociales du développement industriel.

Le développement de la production métallurgique, chimique etc... obéit très largement à une technologie, à une logique économique et sociale de type capitaliste. Les usines qui se créent en Chine exigent un encadrement spécialisé, elles exigent la mise en place dans les écoles les universités, de moyens de formation capable de produire cet encadrement hautement spécialisé. Que le recrutement des ingénieurs, des directeurs d'usine, des comptables etc... fasse appel aux vieilles classes privilégiées disposant déjà d'un niveau culturel élevé est important mais non fondamental. Ce qui est déterminant en fin de compte c'est le développement d'un secteur social essentiel à l'existence de la société chinoise qui exige l'existence de spécialistes y jouant un rôle dirigeant.

Avec le développement de l'économie chinoise dans le cadre d'un système mondial dominé par le capitalisme une nouvelle classe sociale apparaît en Chine, qu'on peut

définir du terme de « gestionnaire » ou de « technocratique » (2). Cette classe en reposant sur une logique économique distincte de la logique politique et idéologique qui fonde la domination étatique, ne peut que souhaiter élargir les conditions de son existence et, se faisant, menacer l'hégémonie de la bureaucratie politique.

#### La lutte entre les gestionnaires et les politiques: Le grand bond en avant, 1958 - 1960

Dès la fin des années cinquantes la bureaucratie politique prend conscience du danger potentiel que représentent les gestionnaires, les spécialistes de l'économie. Elle comprend qu'il lui faut résoudre en même temps deux problèmes essentiels pour sa survie: - développer rapidement l'économie chinoise; - empêcher que ce développement ne favorise les gestionnaires.

Le « Grand bond en avant » constitue la première tentative pour résoudre en même temps ces deux problèmes. Pendant près de deux ans la bureaucratie politique chinoise va s'efforcer d'organiser le développement économique dans le cadre des rapports qui fondent sa domination; d'une part en mobilisant politiquement et idéologiquement les masses, en éliminant les mécanismes « économistes » (stimulants matériels, éventail des salaires, consommation familiale...) au profit de mécanismes strictement politique (stimulants idéologiques, organisations de masses, « communes » etc...); d'autre part en s'efforçant de limiter le développement des secteurs sociaux urbains, en s'efforçant d'intégrer le développement industriel dans le cadre des campagnes, là où son emprise politique est la mieux établie.

Très rapidement cette « politique économique » conduit la Chine au bord de la catastrophe. Si la mobilisation intensive des masses permet de réussir sur le terrain traditionnel en Chine, des grands travaux liés à la production agricole (barrages, canaux, digues, électrification...) elle provoque très vite la résistance, tout aussi traditionnelle, des masses paysannes. Elle aboutit surtout à un échec total du développement industriel.

L'implantation de petites unités de production dans les villages n'aboutit qu'à un énorme gaspillage de matières premières, de moyens de production, de moyens de trans-

port...et dès 1960 la bureaucratie politique, pour éviter l'effondrement de l'économie chinoise et de graves troubles sociaux, doit elle-même battre en retraite, laisser les gestionnaires ( qui n'ont suivi que contraints et forcés ) remettre de l'ordre dans l'organisation économique, dire leur mot dans la direction de l'Etat et prendre la direction du développement industriel sur la base plus classique des normes de rentabilité et d'efficacité qu'impose le système capitaliste mondial.

Le premier round entre les gestionnaires et la bureaucratie politique se termine ainsi par une sorte de match nul face aux contraintes économiques. Si en effet la classe politique doit céder le terrain qu'elle avait tenté de conquérir elle conserve l'essentiel des leviers du pouvoir d'Etat.

## De 1960 à 1965

Le développement industriel s'opère dans le cadre des villes sur la base de mécanismes de gestion économistes. Les universités et écoles forment les différents spécialistes nécessaires, la classe ouvrière voit ses salaires augmenter dans le cadre d'une « stimulation matérielle » au travail ( primes au rendement etc...).

C'est au cours de cette période que Teng Hsia-ping est sensé prononcer sa formule célèbre « *qu'importe qu'un chat soit noir ou blanc pourvu qu'il attrape les souris* » ; qu'importe que l'idéologie et la politique s'arrêtent à la porte des usines pourvu que celles-ci produisent suffisamment pour que les russes soient priés de rentrer chez eux et pour que la Chine puisse produire l'équipement militaire dont elle a besoin face à l'énorme pression américaine au Viet Nam. (4) La bureaucratie politique a du céder du terrain, mais elle ne désespère pas de contre-attaquer dès que ce sera possible, dès qu'elle aura élaboré une nouvelle stratégie. La période d'attente va durer jusqu'en 1966.

## La révolution culturelle: 1966 - 1970

De son échec du « grand bond en avant » la bureaucratie politique a tiré deux grandes leçons: La première c'est que la construction d'une industrie « compétitive » sur la scène politique mondiale, exige un développement urbain, dans le cadre de vastes complexes industriels regroupant l'essentiel des moyens de production et les milliers d'ouvriers nécessaires à leur mise en oeuvre. La seconde c'est qu'il n'est pas possible d'imposer la domination des relations politiques et idéologiques dans le procès de production, de bâtir le développement économique sur ces relations, sans préalablement engager la lutte contre les gestionnaires de l'économie.

Le génie de Mao Tsé-toung (si on peut dire) et de l'équipe qui va lancer la révolution culturelle c'est d'avoir vu comment ces deux problèmes - la nécessité d'accepter le développement d'un secteur urbain - la nécessité de réduire techniquement le rôle des gestionnaires - pouvaient être résolus d'un seul coup.

La mise en place de vastes ensembles industriels, fonctionnant sur le modèle capitaliste, ne se contente pas en effet de donner à une classe technocratique un rôle essentiel dans la gestion de l'économie, elle donne également naissance à une classe ouvrière nombreuse qui doit vendre sa force de travail et subir l'exploitation ( comme dans tout rapport de production capitaliste ) pour que le capital puisse s'accumuler et donner à la Chine une puissance économique comparable à celle des grands pays qui l'entourent.

Cette exploitation de la classe ouvrière dans le cadre d'une accumulation de capital mise en oeuvre par les ges-

tionnaires, provoque entre les ouvriers et ces derniers une lutte de classes plus ou moins violente qui, comme toute lutte de classe, est d'ordre éminemment politique. Là se trouve la faille où peut jouer la classe politique au pouvoir. La production sous le contrôle des gestionnaires ne se contente pas d'obéir à des mécanismes économiques, elle provoque une contradiction entre les ouvriers et la classe technocratique qui relève, elle, directement des rapports politiques.

Le calcul de la bureaucratie politique est alors très simple et très ambitieux à la fois: puisqu'il n'est pas possible d'assurer le développement industriel dans le cadre des rapports sociaux ruraux pourquoi ne pas s'appuyer sur les rapports politiques nouveaux nés de ce développement, dans le cadre urbain, pour 1) réduire sinon éliminer les gestionnaires 2) imposer à l'intérieur même des usines et de la production la prédominance des rapports politiques et idéologiques?

En retirant la protection externe de l'Etat aux gestionnaires, en laissant les ouvriers lutter contre eux la bureaucratie politique espère faire d'une pierre deux coups: éliminer l'importance sociale des gestionnaires; profiter de la mobilisation politique des masses ouvrières pour en prendre le contrôle dans le cadre des rapports étatiques et imposer ainsi, au coeur même des usines, ce qui fonde sa domination.

Au terme de l'opération le développement industriel doit cesser de s'opérer sur la base capitaliste du « profit » des stimulants matériels, de la consommation familiale, et obéir à la logique des stimulants idéologiques, politiques, bref étatiques.

Le calcul était ambitieux mais l'opération devait très vite tourner court: très grossièrement on peut dire que les ouvriers invités expressément par la classe politique à s'attaquer aux gestionnaires ne se sont pas contentés de cette attaque, mais en quelques jours ont remis en cause l'ensemble des rapports sociaux de la Chine, la domination des gestionnaires sans doute mais aussi la domination de la classe politique et de l'Etat lui-même. ( pour un peu plus de détails cf l'article « la lutte des ouvriers chinois pendant la révolution culturelle » dans le numéro 4 du journal ).

Rapidement la bureaucratie politique dut faire marche arrière pour ne pas être balayée dans la tourmente. Elle dut en quelques jours passer une alliance avec les gestionnaires ses ennemis d'hier pour faire face à la classe ouvrière; mais c'est seulement au prix de quatre ans de troubles à tous les échelons de la société chinoise que l'ordre parviendra à être rétabli. En jouant les apprentis sorciers la bureaucratie politique venait de découvrir qu'elle n'avait pas seulement à craindre les gestionnaires mais qu'elle devait également faire face à une autre menace, produite elle aussi par le développement industriel la classe ouvrière.

## Depuis la révolution culturelle.

L'alliance de fait entre les gestionnaires et la classe politique s'est maintenue tant bien que mal depuis six ans.(5)

Dès 1973 cependant la classe politique relance la lutte dans le cadre d'une vaste campagne idéologique contre Confucius. En dénonçant le confucianisme, en faisant étudier par des groupes d'ouvriers la vieille idéologie légiste du premier empire des Tsin, la bureaucratie politique ne se contente pas de faire de l'histoire, elle vise très exactement les gestionnaires qui ont repris leur place aux leviers de l'économie. Le légisme c'est la tenta-

tive du premier Etat centralisé en Chine d'intervenir massivement dans toutes les activités de la société pour y imposer directement son contrôle et ses intérêts. Le confucianisme c'est, à travers le culte des rites et des traditions la résistance des élites, des classes privilégiées traditionnelles à cette intervention de l'Etat. Au delà des survivances du passé il s'agit bien pour l'Etat chinois de 1973 d'empêcher que l'ensemble des mécanismes de production et de consommation, liés au développement industriel échappent à son emprise, deviennent la chasse gardée des gestionnaires d'usines, des spécialistes de l'économie.(6)

Depuis six ans la bureaucratie politique n'a donc pas renoncé à reprendre la lutte. Mais, vu d'ici, tout se passe comme si elle n'osait pas engager franchement le combat. Les campagnes qui périodiquement attaquent les « révisionnistes », les « partisans de la ligne bourgeoise » les « éléments bourgeois infiltrés dans le parti », sont étroitement limitées aux universités, la campagne contre Confucius s'est étendue aux usines mais dans un cadre strictement idéologique et surtout sous le contrôle étroit du parti.

Six ans après avoir vu les masses ouvrières commencer à se dresser contre la domination étatique elle-même, la classe politique n'est pas parvenue à élaborer une nouvelle stratégie elle n'est pas parvenue à résoudre la nouvelle contradiction qui est apparue au cours de la révolution culturelle:

mobiliser les masses pour s'opposer à la force croissante des gestionnaires; empêcher que cette mobilisation ne débouche sur une remise en cause de la domination étatique elle-même.

La mort de Chou en-lai en ébranlant le fragile échafaudage de l'alliance entre gestionnaires et politiques, vient de précipiter les choses. La bureaucratie politique se retrouve acculée à un choix inéluctable: ou bien elle accepte de consolider son alliance avec les gestionnaires mais il lui faut alors leur laisser le champ libre sur le terrain économique, lui donner un droit de regard dans la direction de l'Etat et accepter ainsi la mise en place d'une alliance durable qui, à long terme, risque de remettre en cause son hégémonie sur la société. Ou bien elle reprend la lutte par masses interposées, en courant de nouveau le risque de voir son pouvoir directement menacé.

Au moment où ce texte est écrit ce choix ne semble pas être encore tranché. Si la classe politique semble décidée à s'opposer au renforcement des technocrates dans l'industrie et dans les appareils d'Etat, elle ne semble pas prête pour autant à déclencher contre eux des troubles aussi graves que ceux de 1967. Les grèves d'Hangchow et de Shanghai l'été dernier, qui ont exigées l'envoi de l'armée dans les usines, viennent justement de lui rappeler que les ouvriers ne manqueront pas une nouvelle occasion pour faire savoir où sont leurs propres intérêts.

**En guise de conclusion: petite parenthèse sur la situation en URSS par rapport à la Chine.**

Très schématiquement on peut dire qu'en URSS la bureaucratie politique a établi une alliance durable avec la classe des gestionnaires, alliance dans laquelle elle s'efforce avec succès de maintenir son hégémonie. Dans ce pays la classe politique tout en tenant fermement en mains les instruments du pouvoir (armée, police, propagande...) tout en interdisant aux gestionnaires de s'autonomiser trop fortement, tout en contrôlant le développement économique pour l'empêcher de remettre en cause sa domination sur la société, laisse cependant à la classe gestionnaires bénéficier de nombreux privilèges. L'associe à la direction de l'Etat et surtout lui laisse un

rôle de direction dans de très large secteurs d'activité, principalement dans le domaine économique.

Tout se passe comme si en URSS l'Etat avait admis qu'une partie des relations sociales de la société civile devait fonctionner de façon autonome. Le fonctionnement des usines, des services de recherche, l'accroissement de la production, obéissent à des mécanismes qui ne diffèrent pas fondamentalement du système capitaliste, qui reposent sur un encadrement hautement spécialisé et socialement très différencié. De la même façon la famille assure de façon autonome les principaux maillons de la consommation.

Cette autonomie est relative, l'Etat est sans cesse présent, de façon externe par le plan, par un contrôle policier et administratif omni-présent, de façon interne également par le parti qui est toujours soigneusement maintenu en activité et qui constitue le pilier principal de la classe politique. Mais globalement on peut dire que l'Etat russe laisse de larges secteurs sociaux échapper à son contrôle direct, se reproduire suivant leur logique en se contentant de tenir en mains toutes les articulations stratégiques.

C'est ce à quoi se refuse la bureaucratie politique chinoise qui prétend, elle, contrôler directement, de façon interne, en fonction d'une logique politique et idéologique l'ensemble des activités sociales.

Les différences entre la Chine et l'URSS conduisent à se poser deux grandes questions: 1) comment expliquer historiquement ces différences? 2) comment expliquer que la bureaucratie politique chinoise refuse de s'allier comme sa collègue russe avec la classe technocratique? Car en URSS, apparemment cette alliance n'empêche pas la bureaucratie politique de tenir fermement les rênes du pouvoir.

Pour ne pas allonger indéfiniment un article déjà très long, on essaiera de répondre à ces questions (dont l'importance n'échappera à personne) dans un autre numéro.

---

(1) Le peu d'informations que nous avons sur ce qui se passe au Cambodge confirme cette volonté de l'appareil communiste de détruire les structures urbaines elles-mêmes pour ne laisser subsister que le système de relations mis en place avec la paysannerie pendant la guerre civile. Le fait frappant c'est que l'Etat cambodgien, en faisant table rase du développement urbain, en mobilisant militairement la population pour la construction des canaux et des digues et pour la culture du riz, en divisant la population en groupe de dix familles etc... met exactement ses pas dans les traces des grands empires qui se sont succédés dans cette région du monde depuis deux millénaires. Cette politique radicale de la bureaucratie politique kmer s'explique 1) par le très faible développement de ce pays qui est essentiellement agricole; 2) par la conjoncture internationale qui laisse une grande autonomie à l'Etat cambodgien.

(2) sur la distinction entre bureaucratie politique et technocratie dans les pays socialistes cf l'étude très intéressante de Serge Mallet, paru dans «l'homme et la société» N° 10 4<sup>ème</sup> trimestre 1968.

(4) Le nationalisme d'une part, la capacité pour l'Etat chinois de s'affirmer effectivement sur la scène politique mondiale d'autre part ne sont pas les armes exclusives de la bureaucratie d'Etat. Les gestionnaires peuvent s'en servir, en montrant comment ses méthodes de gestion économique ont permis de se passer de l'«aide russe» et de répondre aux besoins militaires

(5) le dialogue entre Nixon et l'interprète qui lui traduit les dazibaos de l'université de Tsinghua de Pékin résumé bien le fond de la lutte qui agite la Chine depuis 20 ans.

-L'interprète «ils disent qu'il ne faut pas avoir peur de mettre la technologie au poste de commandement»

-Nixon: «qui dit cela?»

-L'interprète: «les partisans du capitalisme»

-Nixon(qui n'y comprend rien)« Ah ils sont pour la technologie?»

-L'interprète: «nous ne sommes pas contre la technologie mais nous insistons pour que la politique soit au poste de commandement» (Le Monde 26-2-76).

# REPRESSION SEXUELLE

## et SOCIALISME

# d'état

C'est Jean Cardonnel, un dominicain de gauche, qui a déclaré à la radio que ce qu'il trouvait admirable en Chine c'était d'y voir appliquées, à l'échelon d'un pays de 800 millions d'habitants, les trois règles monastiques: la Pauvreté, la Chasteté et l'Obéissance.

Qu'un membre de l'appareil catholique puisse retrouver dans un pays communiste les règles sociales qui ont fait autrefois la force de son organisation d'origine peut paraître étonnant. Ca peut sembler logique également.

Les trois grandes règles des ordres religieux chrétiens n'ont pas seulement donné à l'église des instruments politiques et idéologiques disciplinés et efficaces, elles expriment très exactement la logique sociale qui a fait la force de l'église dans l'occident chrétien et permis à celle-ci de durer pendant plus de mille ans.

Pour un appareil politique et idéologique comme celui que constitue l'église la possibilité d'encadrer, de contrôler et d'exploiter économiquement une population donnée, supposait impérativement que celle-ci accepte d'être pauvre pour que l'église soit riche, qu'elle accepte l'ordre social pour que l'église ne puisse être contestée. Pauvreté et Obéissance, signes palpables de l'exploitation et de l'oppression qui pesaient sur la masse des gens, devaient être érigés, idéologiquement, en valeurs sociales positives vénérées et respectées non seulement par ceux qui en subissaient le plus durement les effets mais également par les membres mêmes de l'appareil de l'église.

Il est courant dans la tradition anti-cléricale propre à la bourgeoisie naissante, de dénoncer l'hypocrisie des moines et des prêtres prêchant au peuple ce qu'ils ne pratiquent pas. Cette critique pour être souvent juste n'en est pas moins extrêmement superficielle, elle masque ce qui a constitué le véritable moteur de la puissance de l'église. L'église la plus dangereuse, la plus réelle, ce n'était pas l'église corrompue où les moines et les prêtres vivaient dans l'opulence et la débauche, c'était au contraire celle qui, régulièrement parvenait à rétablir l'ordre dans ses rangs, à rétablir comme règles effectivement observées la pauvreté, l'obéissance et la chasteté. Le paradoxe d'une domination bureaucratique reposant sur l'idéologie et les rapports politiques c'est que pour que l'appareil bureaucratique dispose pleinement de la puissance et de la richesse économique il faut que ses membres renoncent personnellement à cette puissance et à cette richesse.

Face à l'église d'un saint Bonaventure ou d'un Ignace de Loyola, les anticléricaux ne peuvent que fabuler sur des prétendues orgies secrètes, car ils ont alors en face d'eux une église qui obéit exactement aux valeurs qui fondent leurs critiques. En réalité ils n'ont plus rien à dire, l'église en parvenant à imposer à ses propres sphères dirigeantes les principes qu'elle inculque au peuple échappe totalement à l'anticléricisme des classes dominantes concurrentes, dans le moment même où elle exerce le plus durement et le plus efficacement son exploitation et son oppression. (1)

\*\*\*\*\*

Que Cardonnel, moine dominicain ayant fait vœu de pauvreté, d'obéissance et de chasteté, puisse admirer un régi-

me où les plus grands dirigeants sont vêtus en ouvriers, vivent pauvrement et prêchent l'autocritique et la lutte contre l'égoïsme, y compris pour eux mêmes, n'a donc rien d'étonnant. La classe dirigeante chinoise pratique le genre de vie pour laquelle Cardonnel a justement donné la sienne: **se dévouer «corps et âme» à une institution disposant du pouvoir et à laquelle on peut s'identifier.**

Le genre de vie spartiate des dirigeants chinois est en partie hypocrite c'est certain, mais là n'est pas le problème. Les inquisiteurs dominicains qui brulaient à tour de bras dans le midi de la France au treizième siècle, se laissaient aller, tout comme les dirigeants chinois, aux joies de la table, à la fornication débridée et au plaisir de dormir l'été le long des rivières. Ce n'était pas dans ces moments là qu'ils étaient les plus dangereux, mais au contraire quand ayant fait pénitence pour leurs péchés, ils courraient par monts et par vaux dans la pluie et dans la neige pour pourchasser les hérétiques, tout ça pour la plus grande gloire.... de l'église du Christ....évidemment.

\*\*\*\*\*

Que l'obéissance et la pauvreté puissent constituer les principes idéologiques dominant de l'oppression bureaucratique (qu'elle soit étatique dans le cadre de la Chine ou para-étatique dans le cas de l'église) on peut le comprendre de façon immédiate. La chasteté peut sembler par contre plus secondaire, alors qu'elle en constitue le fondement.

La répression sexuelle systématique et permanente exercée par l'église, sa chasse idéologique incessante et maniaque du plaisir sont suffisamment connues de tout le monde. Construit sur la base d'un refus radical (même si c'est en partie théorique) du plaisir sexuel, l'appareil de l'église s'est également efforcé d'en contrôler les effets dans les populations qu'elle dominait, par l'institution du mariage. On peut même dire qu'en culpabilisant le plaisir sexuel l'église est parvenue à partir du XVII<sup>ème</sup> siècle à transformer en un redoutable mécanisme de pouvoir ce qu'elle s'efforçait d'extirper dans l'ensemble de la population. Par le quadrillage des paroisses, par la confession, l'église est parvenue à étendre son autorité au cœur même de la subjectivité de chacun. De ce point de vue elle a beaucoup à enseigner aux appareils politiques qui dominent en Chine et ailleurs.

Dans le cas de la Chine communiste, plus extérieure, moins introduite au cœur de la subjectivité individuelle, la répression sexuelle, la chasse au plaisir n'y sont pas moins fortes. Un manuel d'éducation sexuelle paru en septembre 1975 à Pékin passe en revue les conséquences néfastes de la masturbation pour l'homme et pour la femme: stimulation cérébrale excessive, étourdissement, insomnie, affaiblissement générale de l'organisme, bref «érosion de l'énergie révolutionnaire». Pour lutter contre la masturbation le manuel conseille la gymnastique, l'acupuncture, les exercices physiques fréquents, le port de sous-vêtements lâches et l'étude approfondie des œuvres de Marx, Lénine et Mao. (cf Le Monde 19/7/75) Rédigé à des milliers de kms, dans le cadre d'une tradition culturelle extrêmement différente, par un régime marxiste et athée, ce manuel reprend mot pour mot ce qu'on répète, génération

après génération, les manuels de morale de l'église catholique. Il suffit d'y remplacer Marx, Lénine et Mao par le Christ et l'enseignement de l'église. Il fournit également l'explication de l'importance de la repression sexuelle dans les mécanismes de domination des bureaucraties politiques et idéologiques.

Comme le dit de façon lumineuse un copain, à propos des trois mois de prison infligés à un type qui s'était masturbé derrière une pallissade: *Ce qui est traqué en chacun de nous, c'est la petite idée dans notre tête, le petit désir dans notre corps, qui introduisent la différence, qui font de nous des êtres vivants et comme tels susceptibles de résister au pouvoir.* (IRL No 9 P 3)

«l'érosion de l'énergie révolutionnaire» dont parle le manuel chinois ce n'est pas d'abord la croyance hypocrite selon laquelle l'activité sexuelle «pour le plaisir» épuiserait physiquement, c'est surtout la petite zone d'autonomie et de liberté individuelle que constitue le plaisir sexuel, un plaisir qu'on se donne sans qu'il soit d'aucune utilité à l'Etat. Ce que l'Etat chinois ou l'église catholique ne peuvent tolérer c'est que chaque individu puisse agir, ne serait ce que très momentanément, en dehors de leur contrôle. Il ne faut pas voir là de la part de l'Etat une quelconque mégalomanie totalitaire; en réprimant la sexualité il ne fait qu'essayer, vainement, de détruire ce à partir de quoi tout peut être remis en cause, son autorité, son emprise sur toute la société. Le plaisir sexuel constitue le dernier bastion de la subjectivité capable d'échapper au contrôle de l'Etat et qui, à ce titre, peut toujours servir de point de départ à une libération de l'ensemble des rapports sociaux.(2)

Alors que l'église catholique, par le péché était parvenue à enchaîner cette dernière arme de la subjectivité en la culpabilisant, l'Etat chinois, qui est passé maître dans l'art de contrôler l'ensemble des individus qui subissent sa domination, est réduit face à la sexualité à la violence brute. Il est frappant de voir dans le livre de Pasqualini («prisonnier de Mao») comment l'ensemble des «déviances intellectuelles» (mauvais esprit etc...) peuvent être reprises et récupérées par l'Etat dans un long travail de rectification idéologique, sans aucune violence physique, alors que le simple acte d'homosexualité est immédiatement puni de la peine de mort.

\*\*\*\*\*

Un des meilleurs théoriciens du socialisme d'Etat, Antonio Gramsci, explique en quoi la mise en place d'un «Etat intégral» (3) c'est à dire d'un Etat n'ayant plus besoin d'utiliser principalement la coercition pour exercer sa domination, suppose non seulement de disposer des instruments coercitifs du pouvoir (armée, police...) mais aussi de réaliser une «Réforme intellectuelle et morale» dans l'ensemble de la population, Réforme qu'il définit ainsi:

**Le Prince moderne (le parti communiste) en se développant bouleverse tout le système des rapports intellectuels et moraux dans la mesure où son développement signifie que tout acte est conçu comme utile ou préjudiciable, comme vertueux ou scélérat par seule référence au Prince moderne lui-même, et suivant qu'il sert à accroître son pouvoir ou à s'opposer à lui. Le Prince prend dans les consciences, la place de la divinité, ou de l'impératif catégorique, il devient la base d'un laïcisme moderne et d'une complète laïcisation de toute la vie et de tous les rapports déterminant les mœurs.** » Gramsci dans le texte page 429 édit. soc.

Le «parti» remplaçant la «divinité», Gramsci définit les principes mêmes de l'exercice du pouvoir d'une bureaucratie politique et idéologique, qu'elle soit étatique comme en Chine ou para-étatique comme l'église catholique. Il ex-

pose de façon théorique le rêve que poursuit obstinément la bureaucratie politique chinoise en particulier au travers de «la grande révolution culturelle». Pour illustrer ce rapprochement évident entre la pensée de Gramsci et ce qui se passe en Chine on peut à titre d'anecdote significative citer ce que le sinologue Gernet dit du premier empire chinois Tsin, ce féroce régime étatique qui s'est imposé en 220 avant J.C. et que le régime chinois actuel célèbre longuement dans sa lutte contre Confucius.

*«La Loi a pour fin d'accoutumer les sujets à de nouveaux comportements, parce que les comportements traditionnels sont devenus la cause principale du désordre et parce qu'une réforme des mœurs apparaît indispensable. La Loi doit donc avoir à la longue une fonction éducative. L'Etat idéal, pour les légistes.....est celui où il ne serait même pas nécessaire d'appliquer les peines»* (La Chine ancienne Page 113-114)

Gramsci aurait pu écrire ce texte mot pour mot pour définir son «Etat intégral». Le vieux rêve d'une domination totale et sans partage est aussi vieux que l'existence des Etats, avec un obstacle gigantesque cependant: la sexualité justement.

Dans un autre passage des cahiers de prison Gramsci expose très clairement la difficulté que représente pour les tenants du pouvoir d'Etat la sexualité. Ce passage est un peu long mais il n'est pas inutile de le citer pour le commenter brièvement:

*«Il faut insister sur le fait que, dans le domaine de la sexualité, le facteur le plus dépravant et le plus régressif est la conception illuministe et libertaire propre aux classes qui ne sont pas liées étroitement au travail producteur, et qui se propage de ces classes à celle des travailleurs. Cet élément devient d'autant plus important lorsque, dans un Etat, les classes travailleuses ne subissent plus la pression coercitives d'une classe supérieure, lorsque les nouvelles aptitudes et habitudes psycho-physiques liées aux nouvelles méthodes de production et de travail doivent être acquises par voie de persuasion réciproque ou de convictions proposées à l'individu et acceptées par lui. Il peut ainsi se créer peu à peu une situation à double fond, un conflit intime entre l'idéologie «verbale» qui reconnaît la nécessité nouvelle, et la pratique réelle, animale (sic), qui empêche les corps physiques d'acquiescer effectivement de nouvelles aptitudes.....La crise peut devenir permanente c'est à dire avoir des perspectives catastrophiques, car seule la contrainte pourra régler la question, une contrainte de type nouveau, dans la mesure où, exercée par l'«élite» d'une classe sur sa propre classe elle ne peut être qu'une auto-coercition, c'est à dire une auto-discipline. En tout cas ce qui peut s'opposer à cette fonction des élites c'est la mentalité illuministe et libertaire appliquée au monde des rapports sexuels; de plus lutter contre cette conception signifie justement créer les élites nécessaires à cette tâche historique, ou du moins les développer pour que leur fonction s'étende à toute les branches de l'activité humaine.»* (page 696)

Ce texte de Gramsci a quelque chose d'extraordinaire car il expose en une page la gigantesque mystification que constitue pour les travailleurs le socialisme d'Etat.

Essayons d'en résumer le raisonnement:

- Le progrès, c'est à dire l'industrialisme exige que les travailleurs renoncent à leurs «instincts animaux» et plus particulièrement sexuels pour pouvoir obéir aux contraintes de la production.

- En temps ordinaire (c'est à dire dans le capitalisme) il y a une classe dominante qui oblige les ouvriers à refouler leurs «instincts animaux».



- Avec le socialisme où, normalement, il n'y a plus de classe dominante on va aller à la catastrophe car les ouvriers ne voudront plus restreindre « leurs instincts animaux » et il n'y aura plus personne pour les y contraindre.

- Il faut donc qu'une « élite » se charge de cette contrainte, une élite qui doit se constituer dès maintenant sur la base de sa propre répression sexuelle, condition de sa prise en mains de la société tout entière.

Ce raisonnement est étonnant.

Admettons provisoirement avec Gramsci que le Progrès, la Civilisation, ce soit « une lutte continue contre l'élément animalité de l'homme, un processus ininterrompue souvent douloureux et sanglant, de la soumission des instincts (instincts naturels, c'est à dire animaux et primitifs (resic) à des règles toujours nouvelles, toujours plus complexes et plus rigides, et à des habitudes d'ordre, d'exactitude, de précision qui rendent possibles les formes toujours plus complexes de la vie collective conséquences nécessaires du développement de l'industrialisme » (page 693). Admettons avec lui que le socialisme ne constitue en aucune façon une remise en cause des contraintes de l'industrialisme mais seulement de la classe capitaliste.

Admettons tout cela.

On aboutit à un raisonnement absurde dont l'absurdité est contenue dans le postulat de départ.

Si le Progrès constitue nécessairement une contrainte toujours renouvelée pour les travailleurs.

Si la disparition de la classe capitaliste fait disparaître le seul moyen de contraindre les ouvriers à accepter le baignon de l'usine.

Si en conséquences une élite doit se reconstituer pour exercer cette contrainte. Qu'est ce qu'il y a de changé pour les ouvriers?

Rien, strictement rien, sinon que les capitalistes sont remplacés par le parti ( le Prince Moderne!) et par l'Etat qui en se baptisant « prolétariens » peuvent décréter que leur contrainte est une « auto-coercition », une « auto-discipline ». Le seul changement palpable pour les ouvriers c'est l'impossibilité de se défendre, de faire grève et c'est l'apparition d'une contrainte nouvelle, idéologique celle là : non contents d'être rivés, pieds et mains liés à leur poste de travail, il leur faut en plus se convaincre que ce sont eux mêmes qui s'imposent leur propre esclavage.

Pour sortir du raisonnement de Gramsci il suffit bien sûr d'en remettre en cause le point de départ.

Si le progrès ce n'est pas la mise en place de contraintes croissantes pour la vie de l'homme. Si le socialisme ce n'est pas l'accentuation de l'oppression capitaliste, le problème ne se pose même plus. La lutte pour le socialisme devient la lutte contre toutes les contraintes, y compris sexuelles, qui pèsent sur les travailleurs, or cette lutte, seuls les ouvriers peuvent la mener, peuvent en fixer les objectifs et les moyens puisque ce sont eux qui en connaissent les raisons. Elle porte nécessairement en elle même la suppression de toute classe dominante.

On peut se demander pourquoi Gramsci se laisse enfermer dans un raisonnement qui le conduit à révéler ainsi au grand jour les ficelles des tenants du socialisme d'Etat. Ou plus simplement pourquoi il ne remet pas en cause les postulats qui conduisent de façon si évidente à la perpétuation de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme.

A cela il y a une réponse très simple, c'est que Gramsci parle déjà des rangs de cette future élite qui, à la place des capitalistes, se prépare à faire produire les ouvriers, il en constitue un des dirigeants éminents.(4) Poser que le Progrès c'est le dressage perpétuel des ouvriers à des conditions de vie toujours plus contraignantes, plus complexes plus rigides, c'est poser l'existence éternelle d'une élite dirigeante chargée de mener à bien perpétuellement ce dressage.

Théoricien du socialisme d'Etat Gramsci met en place dans un cadre théorique nouveau les mécanismes idéologiques qui ont toujours assuré, au cours de l'histoire, l'existence des grandes bureaucraties politiques et idéologiques.

Son raisonnement est exactement le même que celui des théologiens catholiques qui expliquaient que l'église se devait de pourchasser l'erreur, la paresse, la débauche, l'« égoïsme », tous les vices nés du péché originel pour que l'Homme, tel qu'il était défini par la seule institution ayant le droit de le définir, puisse, sous sa férule, accéder, après sa mort, au royaume de Dieu.

Le mythe du péché originel est remplacé par le mythe du Progrès, les vices et les péchés par les « instincts animaux, primitifs », le royaume de Dieu par le communisme pour les futures générations. Mais dans les deux cas l'homme concret est dépossédé idéologiquement du droit de déterminer sa propre vie. Il est réduit à être perpétuellement un « vieil homme » que l'on doit sans cesse transformer en « homme nouveau ». Dans les deux cas c'est une institution extérieure à lui, abstraite parce que bureaucratique, qui dispose totalement du monopole de dire qui il est, d'où il vient et où il doit aller. Dans les deux cas la subjectivité des travailleurs, leur seul critère pour dire si oui ou non leurs conditions de vie sont satisfaisantes, est radicalement récusée, rejetée, au profit d'un discours objectif, monopole absolu d'une structure bureaucratique, qui sur la négation des individus concrets, « animaux » puisqu'en chair et en os, prétend s'emparer de la totalité du réel.

On comprend que la sexualité, le désir sexuel, constitue une sorte de cauchemar pour des théoriciens comme Gramsci, le spectre de l'homme concret face à l'abstraction bureaucratique.

On comprend que les tenants du socialisme d'Etat s'efforcent de constituer, comme l'église, un appareil militant niant radicalement la sexualité dans son fonctionnement, on comprend que les petits et grands appareils politiques qui essaient de se constituer actuellement profitent de la décomposition de l'église pour recruter largement dans ses rangs des militants ayant appris de longue date à se sacrifier, à imposer à eux et aux autres l'oppression nécessaire à la survie des structures bureaucratiques.

On comprend également la peur et la haine de Gramsci face aux conceptions libertaires, non pas comme il le dit parce que ces conceptions seraient « petites bourgeoises », issues des classes qui ne sont pas liées étroitement au travail producteur (les classes d'où est issu Gramsci, soit dit en passant), mais bien au contraire parce que, comme il le démontre amplement, les conceptions libertaires, correspondent exactement aux désirs permanents de la classe ouvrière, sans cesse astreinte à des conditions de vie toujours plus contraignantes. Pour Gramsci le véritable danger de ces conceptions c'est qu'elles seules peuvent disputer le terrain idéologique à la bureaucratie d'Etat, elles seules peuvent comme le dit Gramsci « s'opposer à la fonction des élites » chargées de dresser les ouvriers. Pas plus que l'Etat chinois dénonçant l'anarchisme des organisations que s'étaient donné les ouvriers de Schanghai pendant la révolution culturelle, Gramsci ne se trompe d'adversaires. Pour une bureaucratie politique et idéologique qui, au nom de l'histoire, fonde son existence sur la répression perpétuelle du désir de liberté des ouvriers, l'ennemi principal c'est l'idéologie capable de donner une voix à ce désir de liberté, de donner une voix aux aspirations ouvrières et de leur permettre de s'imposer dans l'ensemble de la société.

## notes

(1) Je parle ici de l'église comme appareil oppressif et non de l'idéologie chrétienne (ou plutôt judéo-chrétienne) qui a mon avis, non seulement ne peut pas être réduite au caractère appresseur de l'église, mais dont sortent toutes les idéologies révolutionnaires (y compris l'anarchisme) sous les formes qu'elles ont revêtues dans les pays occidentaux.

(2) Je ne veux pas dire que la libération de l'ensemble des rapports sociaux s'identifie au mythe de la «libération sexuelle» mais seulement que la sexualité constitue un des domaines qui peut le plus échapper au contrôle de l'Etat et, à ce titre, servir de point de départ à la réappropriation des autres secteurs de la vie (rapports économiques, esthétiques, intellectuels ....) ne relevant pas de la sexualité, (tout en lui étant lié bien entendu..)

(3) Il est frappant de constater que Gramsci ne parle plus de «déperissement de l'Etat» pour caractériser la longue marche vers une société sans classes, mais au contraire de la mise en place d'un «Etat intégral», «totalitaire». Les éditions sociales se sentent obligées de signaler en note page 452 que le mot totalitaire n'a pas, pour Gramsci, le sens péjoratif qu'il a pris par la suite.

(3) Je n'oublie pas que Gramsci a écrit ce texte en prison et qu'il est mort des suites de son incarcération à 46 ans. Cela ne modifie en rien la place d'où Gramsci a choisi de parler, non pas celle d'un prisonnier, mais celle d'un dirigeant et d'un théoricien du socialisme d'Etat.



---

## UN EXEMPLE DE DISCOURS BUREAUCRATIQUE

*Nous publions ci-dessous l'extrait d'une brochure rédigée en 1967 par les « rebelles révolutionnaires de la section de philosophie et sciences sociales de l'Académie des sciences de Pékin ». Tout en s'efforçant de présenter sous une forme caricaturale les thèmes libertaires, cette brochure révèle assez bien les mécanismes idéologiques de l'Etat chinois.*

1) L'Anarchisme nie le pouvoir du prolétariat et est opposé à la pensée de Mao.

« Nous ne reconnaissons aucune autorité basée sur la confiance. Toutes les règles doivent être abolies. »

Tous ces reniements reviennent à rejeter toute autorité, même le pouvoir du prolétariat et, en particulier, le pouvoir absolu de la pensée de Mao Tsé-toung.

2) L'Anarchisme nie toute direction soumise à la pensée de Mao tsé-toung et invite à bombarder le quartier général du prolétariat.

« Vive la suspicion envers tout, renversez tout !  
A bas tous les gouvernants, supprimez toutes les barrières »

Cela veut-il dire que la direction du quartier général du prolétariat, représenté par le président Mao, doit être soumise, elle aussi à la suspicion ? Et doit-il également être rejeté et renversé ? Doit-il être aussi considéré comme un obstacle et supprimé ?

3) L'Anarchisme abolit la différence fondamentale existant entre la dictature prolétarienne et la dictature bourgeoise et s'oppose à la dictature prolétarienne.

« transformez tous les organes actuels de la dictature du prolétariat !

**Réformez totalement la dictature prolétarienne !**

**A bas toute la bureaucratie, à bas tous les mandarins ! »**

Tous ces slogans, tous ces haros sont en réalité dirigés contre le quartier général du prolétariat.

4) L'Anarchisme sape la grande alliance des révolutionnaires prolétariens (*comités révolutionnaires créés pour endiguer les grandes grèves de janvier 67, reposant sur les cadres attaqués jusque là, l'armée et les dirigeants des organisations de masses fidèles à Mao*)

« Vive la fraction révolutionnaire !

Que chaque groupe lutte pour soi, que chaque individu lutte pour lui-même ! Tout ira bien quand le désordre sera assez grand pour obliger chacun à être son propre groupe de combat ! »

Il faut combattre la forme de discipline révisionniste bourgeoise, mais jamais la discipline révolutionnaire prolétarienne. Nous devons transformer en désordre l'ancien ordre bourgeois révisionniste, mais jamais transformer en désordre le nouvel ordre prolétarien ou la grande alliance des révolutionnaires.

5) L'Anarchisme trouble la lutte pour la prise du pouvoir par les révolutionnaires prolétariens.

« Niez toute forme de pouvoir !

**Il faut réaliser l'anarchisme au plus tôt !**

**Quiconque obéit aux instructions des dirigeants prolétariens a une mentalité d'esclave ! »**

Ceux qui répandent ces idées sont opposés à la prise de pouvoir par la révolution prolétarienne.

6) L'Anarchisme s'oppose au principe du président Mao sur l'alliance « trois en un » (*la triple alliance des comités révolutionnaires*)

« Tous les cadres qui se disent chefs doivent se retirer, tous sans exception.

**A bas tous les chefs ! »**

Ces mots d'ordre ne font aucune différence entre dirigeants prolétariens et dirigeants bourgeois.



## EN CHINE

### La veuve de Mao Tse-toung et ses « complices » seront jugés

Pékin (Reuter). — Mme Chiang Ching, veuve de Mao Tse-toung, et ses « complices » du « groupe de Changhal » seront traduits en justice, selon une information qui se réfère à une source chinoise.

La nouvelle, dit-on à Pékin, a été donnée à une délégation finlandaise, en visite dans la capitale, par des officiels chinois, qui ont confirmé que les membres de la « bande des quatre » se trouvent en résidence surveillée. Outre la veuve de Mao, il s'agit de MM. Wang Hong-wen, Chiang Chun-chiao et Yao Wen-yuan.

Il n'a pas été dit si le procès se déroulerait en public ou à huis clos. Selon les renseignements communiqués à la délégation finlandaise, la

commission chargée de l'enquête au sujet des activités du « groupe », qui est présidée par le ministre de la défense, le maréchal Yeh Chien-ying, s'efforce d'établir si les « comploteurs » n'auraient pas entretenu des « relations illicites » avec l'Union soviétique. Cependant M. Tan Chen-lin, vice-président de l'Assemblée nationale, a précisé aux visiteurs finlandais que l'on ignore pour l'heure si de telles relations avaient existé entre les anciens membres du bureau politique chinois et Moscou. Il a ajouté que si le « complot » avait réussi, ses auteurs auraient adopté « une politique étrangère chauvine de grande puissance ». Il a affirmé que 99,999 % Chinois étaient résolument hostiles au « groupe des gauchistes ».

7) L'Anarchisme nie le centralisme démocratique prolétarien et préconise une démocratisation totalement bourgeoise.

«Maintenant que progresse la démocratie élargie, aucun ordre ne doit m'être donné, je ferais ce qu'il me plaît!  
Vive le mot d'ordre révolutionnaire chacun à sa guise!»

Notre démocratie élargie se trouve cependant sous une direction extrêmement concentrée.

8) L'Anarchisme nie l'organisation révolutionnaire prolétarienne et la discipline il sabote l'ordre socialiste.

«Supprimez l'organisation et la discipline sous toutes les formes, elles sont des obstacles et doivent disparaître.

Assurez à chacun la paix intérieure!»

Mon coeur n'est pas en paix parce que la démocratie est opprimée.»

La «paix intérieure» est conditionnée par la classe. Il n'y a ni paix intérieure prolétarienne ni paix intérieure bourgeoise. L'une n'est possible qu'au dépens de l'autre. Tout verbiage abstrait sur la paix intérieure est interdit hors de la discipline révolutionnaire prolétarienne.

9) L'Anarchisme exagère les inconvénients et les erreurs des organisations révolutionnaires et des gauches révolutionnaires; il apporte la division dans les organisations révolutionnaires. L'Anarchisme est l'instrument des dirigeants pro-capitalistes.

10) L'Anarchisme s'oppose à la grande révolution culturelle prolétarienne.

\* \* \* \* \*

*Ce texte est un bon exemple du discours bureaucratique. Il consiste essentiellement à opposer des réalités absolument identiques en les différenciant seulement par le seul usage des qualificatifs bourgeois-prolétarien.*

*Discipline bourgeoise-discipline prolétarienne.*

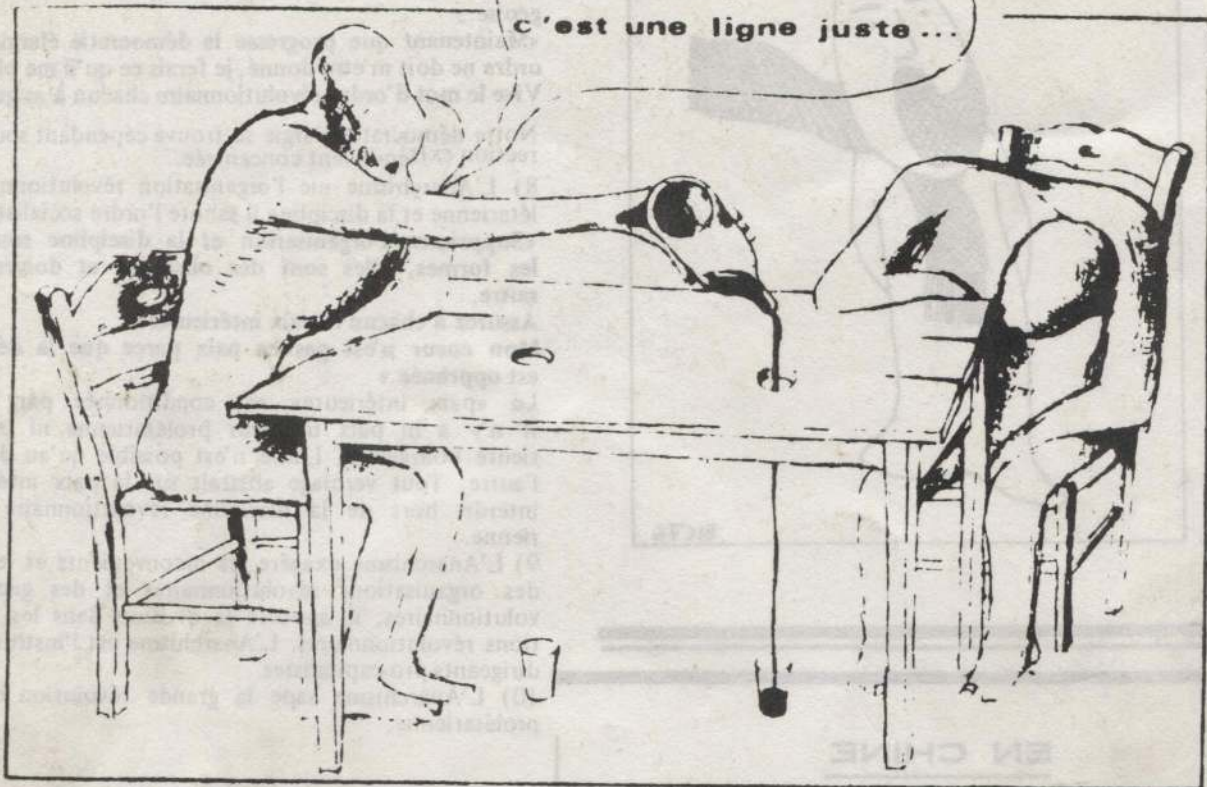
*Ordre bourgeois-ordre prolétarien.*

*Dirigeants bourgeois-dirigeants prolétariens.*

*Ce type de discours interdit radicalement toute prise de position sur les rapports vécus, concrets, - la discipline qu'elle soit bourgeoise ou prolétarienne dans une armée bourgeoise ou rouge est toujours la même -, mais seulement sur leur «qualification». Tout se joue alors sur le terrain du pouvoir, de la maîtrise du langage, du droit et du monopole de dire ce qui est prolétarien ou bourgeois. D'où l'importance du rappel permanent au quartier général, au «pouvoir absolu de la pensée de Mao Tsé-toung». La réalité de la lutte des classes qu'est sensée exprimer la distinction entre bourgeois et prolétarien ne constitue qu'une machine de guerre idéologique dans les mains du pouvoir en place. (Il est évident que pour la fraction Liou Chaochiste pendant la révolution culturelle ce qui est bourgeois et prolétarien n'est pas la même chose que pour le quartier général maoïste) seul le pouvoir des uns et des autres sur les appareils d'Etat (presse, radio, armée, police etc...) peut décider en fin de compte qu'elle est la ligne «correcte» c'est à dire officielle.*

*La position anarchiste, en récusant tout rapport autoritaire, s'oppose radicalement le jeu de cette machine idéologique, ce dont se rendent bien compte les auteurs du texte ci-dessus. Elle oblige les protagonistes des luttes du moment à analyser et à critiquer le contenu concret des rapports sociaux et non plus à se contenter de les «qualifier». Elle oblige tous ceux qui vivent ces rapports sociaux à se déterminer eux même par rapport à eux, à définir eux mêmes les moyens de les transformer et non plus seulement à chercher la ligne qui deviendra la «ligne correcte» lorsque la lutte pour le pouvoir sera terminée.*

L'important,  
c'est une ligne juste....



La veuve de Mao Tse-toung  
et ses « complices » seront jugés

Le tribunal révolutionnaire de Pékin a condamné à mort la veuve de Mao Tse-toung, sa fille et ses deux frères. Les juges ont déclaré que ces quatre personnes avaient été impliquées dans une vaste conspiration visant à éliminer le dirigeant chinois. La condamnation a été prononcée après un procès public qui a attiré l'attention internationale.



DIRECTEUR DE PUBLICATION :

J. J. GAY

8, rue Lanterne LYON 1<sup>er</sup>

ou  
12, rue Philippe de Lassalle LYON 4<sup>eme</sup>